

# Commune de Neuville-sur-Ailette

## 4-1. Règlement (pièce écrite)

Vu pour être annexé à la  
délibération du

Approuvant le PLU



Signature et cachet de  
la collectivité



**GEOGRAM**

16 rue Rayet Liénart  
51420 Witry-lès-Reims  
Tél. : 03 26 50 36 86 / Fax : 03 26 50 36 80  
e-mail : bureau.etudes@geogram.fr  
Site internet : [www.geogram.fr](http://www.geogram.fr)



## SOMMAIRE

### **TITRE I : DISPOSITIONS GÉNÉRALES : ..... 7**

#### **CHAMPS D'APPLICATION TERRITORIALE DU PLAN ..... 7**

#### **PORTÉES RESPECTIVES DU RÈGLEMENT À L'ÉGARD DES AUTRES LÉGISLATIONS ..... 7**

Rappels .....	7
Articles du code de l'urbanisme demeurant applicables au territoire communal .....	7
Dispositions prévalant sur les dispositions du PLU .....	8
Obligations spécifiques aux réseaux de télécommunications .....	9

#### **LEXIQUE NATIONAL D'URBANISME COMPLÉTÉ..... 10**

#### **DIVISIONS DU TERRITOIRE EN ZONES..... 13**

Les zones urbaines.....	13
Les zones à urbaniser .....	13
Les zones agricoles .....	14
Les zones « naturelles » .....	14

#### **MENTIONS GRAPHIQUES..... 15**

EBC.....	15
Emplacements Réservés.....	15
PDIPR .....	15
Éléments identifiés.....	16

### **TITRE II : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES URBAINES ..... 18**

#### **CHAPITRE PREMIER : ZONE UA ..... 18**

##### ***Préambule*..... 18**

##### ***Articles*..... 18**

UA 1 – Occupations et utilisations du sol interdites.....	18
UA 2 – Occupations et utilisations du sol admises sous condition.....	20
UA 3 – Règles d'emprises au sol, proportion de surfaces non imperméabilisées .....	21
UA 4 – Gestion des eaux pluviales et du ruissellement .....	21
UA 5 – Hauteur des constructions.....	21
UA 6 – Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques .	22
UA 7 – Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives.....	22
UA 8 – Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété .....	22
UA 9 – Aspect extérieur des constructions.....	23
UA 10 – Obligations en matière de performances énergétiques et environnementales .....	25
UA 11 – Identification et localisation du patrimoine bâti et paysager à protéger .....	25

UA 12 – Espaces libres et plantations .....	25
UA 13 – Obligations de réalisation d'aires de stationnement .....	26
UA 14 – Conditions de desserte des voies publiques ou privées .....	27
UA 15 – Conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'énergie et notamment d'électricité – assainissement .....	27
UA 16 – Obligations imposées en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques .....	28

## **CHAPITRE DEUXIÈME : ZONE UL ..... 30**

### **Préambule..... 30**

### **Articles ..... 31**

UL 1 – Occupations et utilisations du sol interdites .....	31
UL 2 – Occupations et utilisations du sol admises sous condition .....	33
UL 3 – Règles d'emprises au sol, proportion de surfaces non imperméabilisées .....	34
UL 4 – Gestion des eaux pluviales et du ruissellement .....	34
UL 5 – Hauteur des constructions .....	35
UL 6 – Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques .	35
UL 7 – Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives .....	36
UL 8 – Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété .....	36
UL 9 – Aspect extérieur des constructions .....	36
UL 10 – Obligations en matière de performances énergétiques et environnementales .....	37
UL 11– Espaces libres et plantations .....	37
UL 12 – Éléments de paysage identifiés .....	37
UL 13 – Obligations de réalisation d'aires de stationnement .....	37
UL 14 – Conditions de desserte des voies publiques ou privées .....	38
UL 15 – Eau potable et assainissement .....	38
UL 16 – Réseaux de communications électroniques. ....	39

## **TITRE III :DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES AGRICOLES ..... 40**

### **CHAPITRE UNIQUE : ZONE A..... 40**

### **Préambule..... 40**

### **Articles ..... 41**

A 1 – Occupations et utilisations du sol interdites .....	41
A 2 – Occupations et utilisations du sol admises sous condition .....	43
A 3 –Règles d'emprises au sol, proportion de surfaces non imperméabilisées .....	43
A 4 – Gestion des eaux pluviales et du ruissellement .....	44
A 5 – Hauteur des constructions.....	44
A 6 – Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques ...	44
A 7 – Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives .....	45
A 8 – Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété .....	45
A 9 – Aspect extérieur des constructions .....	45
A 10 – Obligations en matière de performances énergétiques et environnementales	46
A 11 – Espaces libres et plantations.....	46
A 12 – Éléments de paysage identifiés.....	46
A 13 – Obligations de réalisation d'aires de stationnement .....	46
A 14 – Conditions de desserte des voies publiques ou privées .....	46
A 15 – Eau potable et assainissement .....	47
A 16 – Réseaux de communications électroniques.....	47

## **TITRE IV :DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES NATURELLES .... 48**

---

### **CHAPITRE UNIQUE - ZONE N..... 48**

#### ***Préambule*..... 48**

#### ***Articles*..... 49**

- N 1 – Occupations et utilisations du sol interdites ..... 49
- N 2 – Occupations et utilisations du sol admises sous condition ..... 49
- N 3 – Règles maximales d'emprises au sol – Proportion de surfaces non  
imperméabilisées ..... 51
- N 4 – Gestion des eaux pluviales et du ruissellement ..... 52
- N 5 – Hauteur des constructions ..... 52
- N 6 – Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques ... 52
- N 7 – Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives ..... 52
- N 8 – Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même  
propriété ..... 52
- N 9 – Aspect extérieur des constructions ..... 52
- N 10 – Obligations en matière de performances énergétiques et environnementales 53
- N 11 – Espaces libres et plantations ..... 53
- N 12 – Éléments de paysage identifiés ..... 53
- N 13 – Obligations de réalisation d'aires de stationnement ..... 53
- N 14 – Conditions de desserte des voies publiques ou privées ..... 54
- N 15 – Eau potable et assainissement ..... 54
- N 16 – Réseaux de communications électroniques. .... 54

## **ANNEXES AU RÈGLEMENT ..... 55**

---

### **ANNEXE 1 – LISTE RÉGIONALE DES PLANTES EXOTIQUES ENVAHISSANTES PRÉSENTES ET SUSCEPTIBLES D'APPARAÎTRE EN PICARDIE..... 55**



## **TITRE I : DISPOSITIONS GÉNÉRALES :**

Le présent règlement de PLU est établi en vertu des articles R151-9 à R151-16 du Code de l'Urbanisme.

### **CHAMPS D'APPLICATION TERRITORIALE DU PLAN**

Le présent règlement s'applique au territoire de la commune de Neuville-sur-Ailette.

### **PORTÉES RESPECTIVES DU RÈGLEMENT À L'ÉGARD DES AUTRES LÉGISLATIONS**

#### **Rappels**

Le permis de construire devra comporter des documents permettant d'apprécier l'insertion du projet par rapport aux bâtiments existants situés dans son environnement.

Le code de l'urbanisme stipule que l'édification d'une clôture située dans une commune ou partie de commune où le Conseil municipal a décidé de soumettre les clôtures à déclaration doit être précédée d'une déclaration préalable.

Les affouillements et exhaussements d'une surface supérieure à 100 m<sup>2</sup> et d'une profondeur ou d'une hauteur supérieure à 2 mètres doivent faire l'objet d'une autorisation. Ces travaux ne pourront être autorisés que s'ils sont nécessaires à la réalisation des constructions et activités admises dans la zone concernée.

#### **Articles du code de l'urbanisme demeurant applicables au territoire communal**

- R 111-2 : refus ou prescriptions spéciales pour les constructions de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique.
- R 111-4 : refus ou prescriptions spéciales pour les constructions de nature à compromettre la conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques.
- R 111-26 : le projet peut être refusé ou accepté sous conditions, s'il est de nature à avoir des conséquences dommageables pour l'environnement.
- R 111-27 : refus ou prescriptions spéciales pour les constructions de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains, ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

### **Dispositions prévalant sur les dispositions du PLU**

- Les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation ou l'occupation du sol créées en application de législations particulières qui sont reportées sur un document graphique (plan des servitudes d'utilité publique) et récapitulées dans une liste de servitudes. Ces deux documents (plan et liste) sont situés dans les annexes du PLU.
- Les législations relatives aux installations classées, aux carrières, et aux gravières en vigueur lors de la demande de création ou d'agrandissement de tels équipements.
- Le code du Patrimoine et notamment son livre V et le décret 2004- 490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive et notamment l'Article 7. Ces dispositions demeurent applicables à l'ensemble du territoire communal et plus particulièrement à l'intérieur des périmètres à sensibilité archéologique recensés dans le rapport de présentation<sup>1</sup>. Dans cette perspective, la procédure de consultation du service régional de l'archéologie (D.R.A.C.) prévue par le décret précité, devra être notamment mise en œuvre par l'autorité compétente pour délivrer l'autorisation d'urbanisme, à l'intérieur de ces périmètres à sensibilité archéologique. La procédure de consultation concerne les demandes d'autorisation d'urbanisme (autorisation d'aménager, permis de construire, permis de démolir, demande d'installation et travaux divers).
- La loi du 31 décembre 1976, (Article 72), relative à la protection de la réception normale des émissions télévisées.
- La loi n° 85.409 du 28 mai 1985 relative aux dispositions applicables aux constructions au voisinage des lacs, cours d'eau et plans d'eau.
- La loi du 3 janvier 1992 relative à la protection des ressources en eau.
- La loi du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit.
- La loi du 8 janvier 1993 relative à la protection et la mise en valeur des paysages.
- La loi du 2 février 1995 renforçant la loi du 10 juillet 1976 relative à la protection de l'environnement, et créant un nouvel Article L 111-6 à L 111-10 du code de l'urbanisme.
- La loi du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement du territoire.
- Le Règlement Sanitaire Départemental.

---

<sup>1</sup> Rapport de Présentation, chapitre I.4

- Les éléments contenus dans le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique, spécialement désigné par le directeur général de l'agence régionale de santé dans le cadre de la procédure de demande d'autorisation d'utilisation d'eau en vue de la consommation humaine, portant notamment sur les mesures de protection à mettre en œuvre et sur la définition des périmètres de protection mentionnés à l'Article L 1321-2.

### **Obligations spécifiques aux réseaux de télécommunications**

Selon l'Article L 332.15 du Code de l'Urbanisme, le décret interministériel du 12 juin 1973 modifié par l'arrêté interministériel du 3 mai 1983, les travaux nécessaires à la viabilité et à l'équipement de la construction du terrain aménagé ou des opérations d'aménagements, en ce qui concerne les réseaux de Télécommunications, sont mis à la charge du constructeur, de l'aménageur ou du lotisseur à l'intérieur des zones urbanisées ou à urbaniser, et le pré-câblage des immeubles bâtis à usage collectif, groupés ou non, est imposé aux constructeurs.

Dans les opérations d'aménagement d'ensemble, les aménageurs ou constructeurs et les lotisseurs sont tenus de réaliser à leur charge les ouvrages de télécommunications en souterrain entre les constructions et le point de raccordement avec le réseau public existant. Les ouvrages de télécommunications devront être réalisés en conformité avec les documents officiels en vigueur à la date de dépôt de la demande de permis de construire.

## LEXIQUE NATIONAL D'URBANISME COMPLÉTÉ

Aux fins du présent règlement, on entend par :

### Annexe

Une annexe est une construction secondaire, de dimensions réduites et inférieures à la construction principale, qui apporte un complément aux fonctionnalités de la construction principale. Elle doit être implantée selon un éloignement restreint entre les deux constructions afin de marquer un lien d'usage. Elle peut être accolée ou non à la construction principale avec qui elle entretient un lien fonctionnel, sans disposer d'accès direct depuis la construction principale.

### Débit de fuite

Débit maximum de rejet des eaux pluviales, exprimé en l/s/ha, autorisé à déverser dans les réseaux publics (réseau pluvial, chaussée, etc.). Ce débit est défini compte tenu des particularités des parcelles à desservir et du réseau récepteur.

### Défrichement

Intervention mettant un terme à l'état boisé, changeant l'affectation du terrain (transformation du bois en pré, bâtiment, voie de circulation, parking... Il se distingue d'une « coupe » qui est une intervention normale en milieu boisé visant à l'entretien ou l'exploitation de la forêt (éclaircie, coupe à blanc suivie de replantation, etc.).

### Dépendances

Annexe non accolée à une construction principale, de dimensions réduites et inférieures à celle-ci et qui lui apporte un complément de fonctionnalité. Elle doit être implantée selon un éloignement restreint avec la construction principale afin de marquer un lien d'usage.

Exemples de dépendances (non exhaustif) : abri de jardin, garage indépendant, piscine, bûcher, remise...

### Bâtiment

Un bâtiment est une construction couverte et close.

### Construction

Une construction est un ouvrage fixe et pérenne, comportant ou non des fondations et générant un espace utilisable par l'Homme en sous-sol ou en surface.

### Construction existante

Une construction est considérée comme existante si elle est reconnue comme légalement construite et si la majorité des fondations ou des éléments hors fondations déterminant la résistance et la rigidité de l'ouvrage remplissent leurs fonctions. Une ruine ne peut pas être considérée comme une construction existante.

### Emprise au sol

L'emprise au sol correspond à la projection verticale du volume de la construction, tous débords et surplombs inclus. Toutefois, les ornements tels que les éléments de modénature et les marquises sont exclus, ainsi que les débords de toiture lorsqu'ils ne sont pas soutenus par des poteaux ou des encorbellements.

### Extension

L'extension consiste en un agrandissement de la construction existante présentant des dimensions inférieures à celle-ci. L'extension peut être horizontale ou verticale (par surélévation, excavation ou agrandissement), et doit présenter un lien physique et fonctionnel avec la construction existante.

### Façade

Les façades d'un bâtiment ou d'une construction correspondent à l'ensemble de ses parois extérieures hors toiture. Elles intègrent tous les éléments structurels, tels que les baies, les bardages, les ouvertures, l'isolation extérieure et les éléments de modénature.

### Gabarit

Le gabarit désigne l'ensemble des plans verticaux, horizontaux ou obliques constituant la forme extérieure de la construction. Il résulte de la combinaison des règles de hauteur, de prospects et d'emprise au sol.

### Habitations légères de loisirs

Constructions démontables ou transportables, destinées à une occupation temporaire ou saisonnière à usage de loisir. Les caravanes et mobil-homes posés sur le sol ou sur des plots de fondation, n'ayant pas de ce fait conservé leur mobilité, doivent être regardés comme des habitations légères de loisirs.

### Hauteur

La hauteur totale d'une construction, d'une façade, ou d'une installation correspond à la différence de niveau entre son point le plus haut et son point le plus bas situé à sa verticale. Elle s'apprécie par rapport au niveau du terrain existant avant travaux, à la date de dépôt de la demande. Le point le plus haut à prendre comme référence correspond au faîtage de la construction, ou au sommet de l'acrotère, dans le cas de toitures terrasses ou de terrasses en attique. Les installations techniques sont exclues du calcul de la hauteur.

Comptage des niveaux de type R+x : R correspond à un rez-de-chaussée (hauteur inférieure à 3 m) et x correspond aux nombres d'étages (au-dessus du rez-de-chaussée). En cas de possibilité de combles aménagés/aménageable, cette mention est explicitement indiquée.

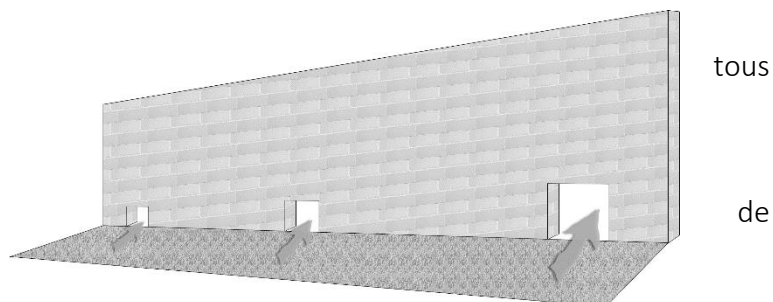
### Limites séparatives

Les limites séparatives correspondent aux limites entre le terrain d'assiette de la construction, constitué d'une ou plusieurs unités foncières, et le ou les terrains contigus. Elles peuvent être

distinguées en deux types : les limites latérales et les limites de fond de terrain. En sont exclues les limites de l'unité foncière par rapport aux voies et emprises publiques.

#### Orifices de décharge

Ouvertures de dimension minimale 20x20 cm réalisées les mètres au pied de murs ou murets et destinées à permettre le passage des eaux ruissellement.



#### Résidence mobile de loisirs

Véhicules terrestres habitables qui sont destinés à une occupation temporaire ou saisonnière à usage de loisir, qui conservent des moyens de mobilité leur permettant d'être déplacés par traction mais que le code de la route interdit de faire circuler.

#### Sous-sols

Niveaux d'une construction dont le plancher est situé à plus d'1,30 m sous la cote moyenne du terrain naturel.

#### Voies ou emprises publiques

La voie publique s'entend comme l'espace ouvert à la circulation publique, qui comprend la partie de la chaussée ouverte à la circulation des véhicules motorisés, les itinéraires cyclables, l'emprise réservée au passage des piétons, et les fossés et talus la bordant. L'emprise publique correspond aux espaces extérieurs ouverts au public qui ne répondent pas à la notion de voie ni d'équipement public.

#### Voie principale de desserte :

Voie (privée ou publique) ouverte à la circulation générale à partir de laquelle l'accès à la construction ou à l'aménagement est le plus facile. Les autoroutes, voies de défense de la forêt contre l'incendie, pistes pour cyclistes, chemins d'exploitation, voies non-carrossables et voies carrossables sans revêtement ne peuvent pas constituer une *voie principale de desserte* au sens du présent document.

## DIVISIONS DU TERRITOIRE EN ZONES

Les documents graphiques font apparaître des zones à l'intérieur desquelles s'appliquent les règles définies par le présent texte.

### **Les zones urbaines**

Les zones urbaines sont dites « zones U ». Peuvent être classés en zone urbaine, les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.

Sur le territoire de NEUVILLE-SUR-AILETTE, on distingue :

#### **La zone UA**

Cette zone correspond à des parties déjà urbanisées avec des constructions à vocation dominante d'habitat.

#### **La zone UL**

Cette zone correspond à des parties déjà urbanisées avec des constructions à vocation dominante de loisir. Elle est subdivisée en 3 secteurs :

- ↳ un secteur **UL-h** correspondant aux zones déjà porteuses de bungalows ;
- ↳ un secteur **UL-e** destiné au stationnement et à l'implantation d'équipements publics pour le parc ;
- ↳ un secteur **UL-n** d'espaces verts à protéger de l'urbanisation.

*NB : Les règles spécifiques à ces secteurs ne font pas l'objet d'un chapitre particulier mais sont intégrées dans le chapitre du règlement relatif à la zone U.*

### **Les zones à urbaniser**

Les zones à urbaniser sont dites « zones AU ». Peuvent être classés en zone à urbaniser les secteurs destinés à être ouverts à l'urbanisation.

Lorsque les voies ouvertes au public et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone et que des orientations d'aménagement et de programmation et, le cas échéant, le règlement en ont défini les conditions d'aménagement et d'équipement, les constructions y sont autorisées soit lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble, soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone prévus par les orientations d'aménagement et de programmation et, le cas échéant, le règlement.

Lorsque les voies ouvertes au public et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU n'ont pas une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, son ouverture à l'urbanisation est subordonnée à une modification ou à une révision du plan local d'urbanisme comportant notamment les orientations d'aménagement et de programmation de la zone.

Aucune zone **AU** n'est définie sur le territoire de NEUVILLE-SUR-AILETTE.

## **Les zones agricoles**

### **La zone A**

Les zones agricoles sont dites « zones A ». Peuvent être classés en zone agricole les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.

Cette zone a une vocation exclusivement agricole. Seules des constructions directement liées à cette fonction y sont admises.

Elle comporte deux subdivisions :

- ↳ un secteur **Ap** où les enjeux paysagers, de cohabitation avec l'habitat ou liés aux risques de coulées de boue justifie l'interdiction des constructions agricoles.
- ↳ un secteur **At** destiné à la prise en compte de logements non-agricoles préexistants.

*NB : Les règles spécifiques à ces secteurs ne font pas l'objet d'un chapitre particulier mais sont intégrées dans le chapitre du règlement relatif à la zone A.*

## **Les zones « naturelles »**

### **La zone N**

Les zones naturelles et forestières sont dites « zones N ». Peuvent être classés en zone naturelle et forestière, les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison :

- ↳ *Soit de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique ;*
- ↳ *Soit de l'existence d'une exploitation forestière ;*
- ↳ *Soit de leur caractère d'espaces naturels ;*
- ↳ *Soit de la nécessité de préserver ou restaurer les ressources naturelles ;*
- ↳ *Soit de la nécessité de prévenir les risques notamment d'expansion des crues.*

Cette zone a une vocation de protection des zones naturelles. Elle est inconstructible à de rares exceptions près.

Elle comporte deux subdivisions :

- ↳ un secteur N-L destiné à recevoir des aménagements de loisirs légers d'accueil du public compatibles avec la vocation de la zone ;
- ↳ un secteur N-e destiné à la protection du milieu naturel et à l'éducation à l'environnement.

*NB : Les règles spécifiques à ces secteurs ne font pas l'objet d'un chapitre particulier mais sont intégrées dans le chapitre du règlement relatif à la zone U.*

## MENTIONS GRAPHIQUES

Les plans de zonage comportent des représentations graphiques qui se superposent aux zones évoquées ci-dessus.

### **EBC**

Espaces Boisés Classés à conserver ou à créer, classés en application de l'Article L.113 - 1 du Code de l'Urbanisme. Ce classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements. Il interdit ainsi tout défrichement<sup>2</sup>.

### **Emplacements Réservés**

Servitudes destinées à réserver du foncier en vue de la réalisation d'ouvrages publics, d'installations d'intérêt général ou d'espaces verts nécessaires aux continuités écologiques. En attendant la réalisation du projet, l'instauration d'un emplacement réservé limite la constructibilité du terrain qui ne peut plus recevoir de travaux non conformes au projet justifiant la servitude. En contrepartie, elle ouvre au propriétaire la possibilité d'un droit de délaissement.

### **PDIPR**

Chemins de randonnées inscrits au Plan Départemental d'Itinéraires de Promenades et de Randonnées ;

---

<sup>2</sup> Cf. Lexique en début de document.

### **Éléments identifiés**

Éléments identifiés en application de l'article L151-23 (paysage ou patrimoine naturel) du code de l'urbanisme. Les prescriptions relatives à ce cône de vue figurent dans le règlement.



## **TITRE II : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX** **ZONES URBAINES**

### **CHAPITRE PREMIER : ZONE UA**

#### **Préambule**

##### **Définition de la zone**

La zone UA comprend les parties équipées du territoire, destinée à recevoir des constructions.

##### **Rappels**

La carte de sensibilité archéologique établie par arrêté du préfet de Région définit les zones et seuils selon lesquels les demandes de permis de construire, permis de démolir, autorisations d'installations, travaux divers et autorisation de lotir devront être transmises à la DRAC. Les opérations de lotissement, les travaux soumis à étude d'impact et les travaux pour les immeubles classés au titre des monuments historiques doivent faire l'objet d'une saisie systématique. En cas de découverte fortuite, le découvreur et le propriétaire du terrain sont tenus d'en faire la déclaration immédiate au maire, qui doit la transmettre sans délai au préfet.

##### **Informations**

La zone est concernée en partie par des aléas forts de mouvement de terrains liés au retrait-gonflement des argiles.

##### **Prescriptions générales**

En cas d'autorisation d'urbanisme devant faire l'objet de division en propriété ou en jouissance, les règles édictées par le Plan Local d'Urbanisme s'appliquent par dérogation à chaque parcelle ainsi divisée.

Les démolitions dans l'ensemble de la zone sont soumises à permis de démolir.

#### **Articles**

##### **UA 1 – Occupations et utilisations du sol interdites**

Les constructions ayant les destinations ci-après qui ne sont ni interdites, ni soumises à conditions sont autorisées de fait. Sont interdits au sein de la zone UA :

Destination	Sous-destinations	Interdites	Autorisées sous condition (Cf. Article U2)
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole		✓
	Exploitation forestière	✓	
Habitation	Logement		
	Hébergement		
Commerce et activités de service	Artisanat et commerce de détail		✓
	Restauration		
	Commerce de gros	✓	
	Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle		
	Hébergement hôtelier et touristique		
	Cinéma	✓	
Équipements d'intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés		
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques ou assimilés		
	Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale		
	Salles d'art et de spectacles		
	Équipements sportifs		
	Autres équipements recevant du public		
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	Industrie	✓	
	Entrepôt	✓	
	Bureau		
	Centre de congrès et d'exposition		

**Les occupations et utilisations du sol suivantes sont également interdites, à l'exception des cas prévus à l'Article UA 2.**

- Les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) soumises à autorisation ;
- Les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) soumises à déclaration ou enregistrement hors des cas mentionnés à l'Article UA 2 ;
- Les groupes de garages individuels non liés à une opération d'habitation,

- Les habitations légères de loisirs et les résidences mobiles de loisirs,
- Les terrains de camping et de caravanning,
- Les stockages d'ordures ménagères, résidus urbains, ou déchets de matériaux ainsi que les dépôts de véhicules usagés, de ferrailles, etc. (Cf. exception dans l'article UA2),
- Les carrières,
- Les sous-sols sont interdits dans le secteur UAs.

*Au sein des emprises identifiées comme « trame jardin » au plan de zonage sont de plus interdites :*

- Toute construction hormis les annexes et les dépendances.

## **UA 2 – Occupations et utilisations du sol admises sous condition**

*Les occupations et utilisations du sol suivantes sont admises si et seulement si la condition citée est respectée :*

- Les extensions, améliorations ou reconstruction des constructions à destination agricoles à condition de dépendre d'une installation existante,
- Les constructions et installations à destination d'artisanat et commerce de détail à condition que soient mises en œuvre toutes dispositions utiles pour les rendre compatibles avec les milieux environnants et permettre d'éviter les nuisances ou dangers éventuels et de s'intégrer à l'environnement urbain, notamment par des plantations.
- Le stockage des matériaux nécessaires aux activités artisanales à condition que ceux-ci ne soient pas visibles depuis les voies publiques.
- La reconstruction après sinistre des bâtiments existants à la date d'approbation du présent PLU dont la construction ne serait pas autorisée dans la zone, à condition de ne pas dépasser la surface de plancher effective au moment du sinistre.
- Les affouillements et exhaussements du sol à la double condition :
  - ⇒ d'être rendus nécessaires par la réalisation des occupations et utilisations du sol autorisées dans la zone,
  - ⇒ de ne pas compromettre l'aspect paysager naturel et bâti environnant et de faire l'objet d'un traitement paysager adapté,

### **UA 3 – Règles d’emprises au sol, proportion de surfaces non imperméabilisées**

Les dispositions de cet Article ne sont pas exigées pour les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement du service public ni pour la reconstruction d'un bâtiment existant détruit en tout ou en partie à la suite d'un sinistre.

L’emprise au sol de l’ensemble des différentes constructions ne devra pas dépasser 70 % de la surface de l’unité foncière. Les 30 % restants ne devront pas être imperméabilisés.

De plus, au moins 80 % de la partie de l’unité foncière concernée par une identification comme « trame jardin » au plan de zonage ne devront pas être imperméabilisés et maintenus en pleine terre.

### **UA 4 – Gestion des eaux pluviales et du ruissellement**

Les aménagements réalisés sur un terrain ne doivent pas faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales des fonds supérieurs, ni aggraver la servitude d'écoulement des eaux pluviales des maisons, cours, jardins, parcs et enclos attenants aux constructions constituant les fonds inférieurs.

Les eaux pluviales issues des surfaces nouvellement imperméabilisées doivent être infiltrées au sein de l’unité foncière ou dans un ouvrage commun à plusieurs constructions. En cas d’impossibilité technique, le rejet dans les réseaux publics doit faire l’objet d’un accord avec la collectivité compétente. Celle-ci pourra imposer des dispositifs de rétention avant rejet et/ou des débits de fuite<sup>3</sup> à ne pas dépasser.

### **UA 5 – Hauteur des constructions**

Les dispositions de cet Article ne sont pas exigées pour les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement du service public.

Le niveau de base à prendre en considération est la cote moyenne (niveau du sol avant travaux) de l’emprise de la construction.

La hauteur des constructions ne doit pas excéder R+1+combles et 11 mètres au faîtage dans le cas de toitures à pentes. Toutefois, dans le cadre de l'extension d'un bâtiment existant, la hauteur maximum sera celle du bâtiment étendu.

Dans le secteur UAs, le niveau habitable doit être situé au-dessus du niveau de la chaussée.

---

<sup>3</sup> Cf. Lexique en début de document.

#### **UA 6 – Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques**

Ces dispositions ne sont pas applicables aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics.

Dans le cas de construction de plusieurs bâtiments dont le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division parcellaire, les règles sont à appliquer à chaque lot issu de la division parcellaire et non à l'ensemble du projet. Les prescriptions de cet article s'appliquent également aux constructions édifiées en bordure des voies privées quand celles-ci en constituent l'accès principal.

Les constructions à usage d'habitation ou d'activité doivent être édifiées avec un recul minimum de 5 m, et maximum de 30 m, par rapport aux limites des emprises publiques. Toutefois, lorsque le projet de construction est voisin d'un immeuble en bon état présentant un recul différent, la construction nouvelle peut être édifiée en respectant le même recul que ceux-ci. Les reconstructions après démolition pourront respecter le même recul que la construction démolie.

#### **UA 7 – Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives**

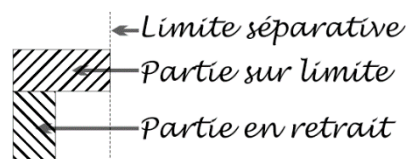
Les dispositions de cet article ne sont pas exigées pour les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement du service public.

Les constructions doivent être réalisées :

- soit en ordre continu d'une limite latérale à l'autre,
- soit sur l'une ou l'autre des limites séparatives
- soit en retrait des limites séparatives

Dans ces 2 derniers cas, la distance de recul pour les constructions principales d'habitation et leurs extensions doit être au minimum de 3 mètres.

Une même construction, y compris ses extensions <sup>4</sup>, pourra être implantée pour partie en limite et pour partie en retrait d'au moins 3 mètres.



#### **UA 8 – Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété**

Les dispositions de cet article ne sont pas exigées pour les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement du service public.

---

<sup>4</sup> Cf. Lexique en début de document.

Une distance minimale de 3 m est imposée entre constructions non contiguës à usage d'habitation ou d'activité. Ce minimum est porté à 8 m s'il existe des vues directes entre les pièces habitables de deux bâtiments

## **UA 9 – Aspect extérieur des constructions**

### **Dispositions générales**

Les dispositions de cet Article ne sont pas exigées pour les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement du service public.

Les constructions doivent présenter un aspect compatible avec le caractère ou l'intérêt des lieux avoisinants, des sites, des paysages. Les constructions s'inscrivant dans un style contemporain et présentant des solutions innovantes en matière environnementale peuvent être acceptées, sous réserve qu'elles ne soient pas de nature à porter atteinte à la qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère des lieux. Dans ce cas et s'il y a lieu, des adaptations aux règles édictées à la présente peuvent être accordées.

L'ensemble des bâtiments doit présenter un aspect soigné.

### **Adaptation au terrain**

Les rampes d'accès côté amont sont interdites.

### **Les murs**

Sont interdits :

- les constructions, de quelque importance que ce soit, édifiées en matériaux présentant un caractère précaire,
- l'emploi à nu en parements extérieurs de matériaux fabriqués en vue d'être recouverts d'un parement ou d'un enduit, tels que carreaux de plâtre, briques creuses, parpaings...

Les coffres de volets roulants en saillie sur les façades sont également interdits côté rue.

Les différents murs des bâtiments doivent présenter un aspect et une couleur en harmonie avec les constructions avoisinantes. Les couleurs de matériaux de parement devront s'harmoniser entre elles et seront choisies dans des tonalités proches de celles des bâtiments anciens (beige à brun clair) à l'exclusion des couleurs vives. Les parements réfléchissants sont interdits.

### Toitures des constructions principales

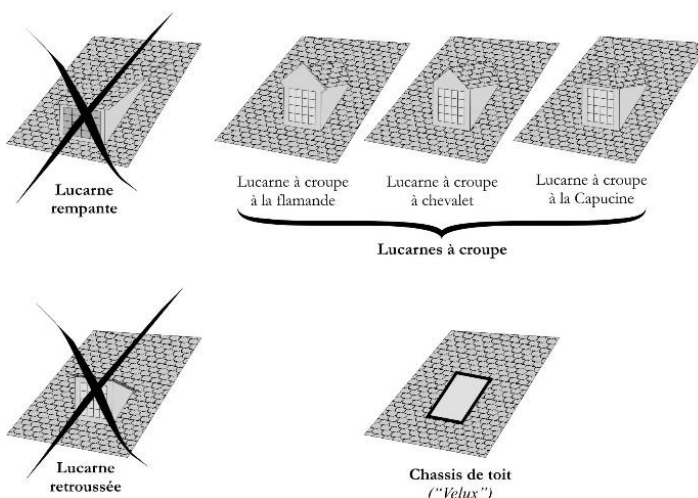
Les constructions principales seront couvertes :

- Soit par une toiture à 2 pentes d'une inclinaison comprise entre 40 et 55°,
- Soit par un toit-terrasse.

Les toitures des bâtiments anciens à restaurer pourront conserver leur pente d'origine. En cas d'extension d'un bâtiment ancien à restaurer, la pente de toiture de l'extension pourra être identique à celle du bâtiment ancien.

La couverture des habitations sera réalisée en ardoise, tuile de terre cuite, ou tout autre matériau de substitution de teinte, d'appareillage et module identique. En cas d'architecture bioclimatique, les verrières sont admises.

Les lucarnes rampantes ou retroussées sont interdites.



### Toitures des annexes ou extensions

Il n'est pas fixé de règle

### Ouvertures

Les menuiseries extérieures doivent être peintes d'une couleur en harmonie par rapport à l'existant à l'exclusion de teintes criardes. Les menuiseries anciennes seront conservées, restaurées ou remplacées par des menuiseries d'aspect et de dimension identiques.

### Clôtures

#### Dispositions applicables à toute clôture

Les clôtures existantes en pierre apparente devront être conservées et ne doivent être ni enduites ni peintes.

Les clôtures en plaques de béton préfabriquées entre poteaux ou d'aspect identique sont interdites.

#### Dispositions applicables en bordure de voies

Les clôtures doivent être sobres, dépourvues de toute ornementation fantaisiste.

Elles devront être constituées de maçonnerie formant mur ou muret, d'une hauteur maximum de 1,50 m, surmontée ou non de grille à barreaudage vertical ou de grillage, la hauteur totale ne pouvant dépasser 1,80 m.

**Dispositions particulières**

Les citernes à gaz liquéfié ou installations similaires ainsi que les dépôts non interdits à l'Article UA 1 seront dissimulés à la vue depuis la rue par un bâtiment, un mur, une claie ou une haie végétale.

**UA 10 – Obligations en matière de performances énergétiques et environnementales**

Les constructions devront prendre en compte tout ou partie des objectifs du développement durable et de la préservation de l'environnement suivants, tout en s'inscrivant en harmonie avec le paysage urbain existant :

- Utiliser les matériaux renouvelables, recyclables ;
- Intégrer des dispositifs de récupération de l'eau de pluie ;
- Prévoir une isolation thermique qui limite les déperditions l'hiver et les apports de chaleur l'été pour réduire la consommation d'énergie ;
- Utiliser des énergies renouvelables, solaires (utilisation passive et active de l'énergie solaire), géothermie, etc. et des énergies recyclées
- Orienter les bâtiments pour favoriser la récupération des apports solaires et valoriser la lumière naturelle pour limiter les dépenses énergétiques.

**UA 11 – Identification et localisation du patrimoine bâti et paysager à protéger**

Au sein du cône de vue défini au plan de zonage et en application de l'article L 151-23 du code de l'urbanisme, le point le plus haut de toute construction ou installation nouvelle ne pourra dépasser la cote 120 m NGF. Un soin particulier devra être apporté au traitement des aspects extérieurs des bâtiments situés dans ce cône de vue.

**UA 12 – Espaces libres et plantations**

*Rappel : L'utilisation dans les projets soumis aux dispositions de ce PLU d'espèces exotiques potentiellement invasives<sup>5</sup> est interdite (article L 411-3 du Code de l'Environnement).*

---

<sup>5</sup> Cf. Annexe en fin de document

L'absence de traitement paysager des espaces restés libres après implantation des constructions est interdite.

### **UA 13 – Obligations de réalisation d'aires de stationnement**

Le stationnement des véhicules de toute nature correspondant aux besoins des constructions et installations nouvelles, doit être assuré en dehors de la voie publique.

Les rampes doivent être conçues de manière à assurer la circulation et les manœuvres des véhicules dans de bonnes conditions de sécurité. Chaque emplacement doit présenter une accessibilité suffisante. Les dimensions de chaque place ne seront pas inférieures à 5 m x 2,50 m.

Le nombre minimum de places de stationnement à réaliser par catégorie de construction est présenté ci-dessous. En cas d'impossibilité technique d'implanter le nombre minimal de places prévu sur la parcelle, ces emplacements de stationnements pourront être réalisés sur une autre parcelle située à proximité immédiate.

*Nota : La norme applicable aux constructions ou établissements non prévue ci-dessous est celle à laquelle ces établissements sont le plus directement assimilables*

#### Construction nouvelle à usage d'habitation

Il sera aménagé au moins 2 places de stationnement par logement. Dans le cas de logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'État, le nombre minimum de places de stationnement pour automobiles est ramené à un emplacement par logement, cet emplacement pouvant être un garage.

#### Aménagement, modification, reconstruction d'une construction existante à usage d'habitation

Il sera aménagé au moins 1 place de stationnement par logement.

#### Constructions nouvelles à usage de bureaux ou de services

La surface de stationnement sera au moins égale à 60 % de la surface de plancher.

#### Stationnement des vélos

Il sera aménagé un minimum d'une place pour les vélos par logement ou autre activité, sauf pour les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement du service public qui en sont dispensés. La place pour les vélos pourra être intégrée au garage.

## **UA 14 – Conditions de desserte des voies publiques ou privées**

### **Accès**

Pour être constructible, un terrain doit avoir au moins un accès suffisant à une voie publique ou privée ouverte à la circulation automobile et en état de viabilité. Toute opération doit prendre le minimum d'accès sur les voies publiques.

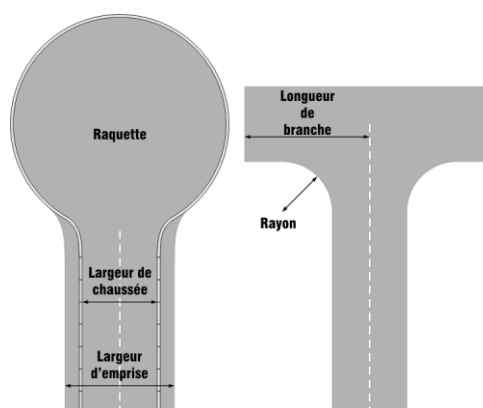
Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique. Si un terrain peut être desservi par deux voies, l'accès ne sera autorisé qu'à partir de la voie sur laquelle la gêne sera la moindre.

### **Voirie**

Les caractéristiques des accès et des voies nouvelles doivent permettre de satisfaire aux besoins minimaux de desserte : carrossabilité, défense contre l'incendie, protection civile, brancardage, etc.

La largeur minimale de l'emprise des voies nouvelles publiques ou privées sera de 8 m.

La largeur minimale de la chaussée des voies nouvelles publiques ou privées en impasse de plus de 60 m de longueur sera de 6 m. Leur partie terminale sera aménagée en raquette d'un diamètre minimum de 17 m ou en T avec une profondeur de branche minimum de 10 m et un rayon de courbe minimum de 8 m.



## **UA 15 – Eau potable et assainissement**

### **Alimentation en eau potable**

Le raccordement sur le réseau public de distribution d'eau potable est obligatoire pour toute opération nouvelle qui requiert une telle alimentation.

### **Assainissement – Eaux usées domestiques (eaux vannes et ménagères)**

Le long des voies desservies par un réseau de collecte des eaux usées, raccordé à un système collectif d'épuration, le raccordement à ce réseau est obligatoire pour toute opération nouvelle susceptible de produire des eaux usées. En l'absence d'un tel réseau, l'assainissement individuel ou semi-collectif est obligatoire ; les dispositions adoptées devront être conformes à la réglementation en vigueur et devront permettre la suppression de l'installation individuelle de traitement et le raccordement ultérieur au réseau collectif d'assainissement, lorsqu'il sera réalisé.

**Assainissement – Eaux résiduelles professionnelles**

Leur rejet dans les réseaux publics ne pourra se faire que selon les termes d'une convention de rejet passée avec la collectivité compétente, laquelle précisera les modalités de rejets et les pré-traitements nécessaires. Les eaux résiduelles professionnelles qui ne seront pas rejetées dans les réseaux publics ou traitées sur place doivent être évacuées par une entreprise agréée.

**UA 16 – Obligations imposées en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques**

Les réseaux de télécommunication nouvellement créés devront être enterrés ou appliqués au long des murs

Les fourreaux nécessaires au raccordement à la fibre doivent être prévus dans les travaux d'aménagement de voirie ou d'enfouissement des réseaux.



## CHAPITRE DEUXIÈME : ZONE UL

### Préambule

#### Définition de la zone

La zone UL comprend les parties du territoire à vocation de parc de loisir. Elle comprend 3 secteurs (UL-h, UL-e et UL-n) permettant une déclinaison locale de certains points du règlement.

#### Rappels

- La carte de sensibilité archéologique établie par arrêté du préfet de Région définit les zones et seuils selon lesquels les demandes de permis de construire, permis de démolir, autorisations d'installations, travaux divers et autorisation de lotir devront être transmises à la DRAC. Les opérations de lotissement, les travaux soumis à étude d'impact et les travaux pour les immeubles classés au titre des monuments historiques doivent faire l'objet d'une saisie systématique. En cas de découverte fortuite, le découvreur et le propriétaire du terrain sont tenus d'en faire la déclaration immédiate au maire, qui doit la transmettre sans délai au préfet.
- En cas d'autorisation d'urbanisme devant faire l'objet de division en propriété ou en jouissance, les règles édictées par le Plan Local d'Urbanisme s'appliquent par dérogation à chaque parcelle ainsi divisée.

#### Informations

La zone est concernée en partie par des aléas forts de mouvement de terrains liés au retrait-gonflement des argiles.

#### Prescriptions générales

- En cas d'autorisation d'urbanisme devant faire l'objet de division en propriété ou en jouissance, les règles édictées par le Plan Local d'Urbanisme s'appliquent par dérogation à chaque parcelle ainsi divisée.
- L'édification des clôtures est soumise à déclaration.

## Articles

### **UL 1 – Occupations et utilisations du sol interdites**

Les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) soumises à autorisation sont interdites dans toute la zone UL. En outre, les interdictions par secteurs sont les suivantes :

#### **Secteur UL-h**

Les constructions ayant les destinations ci-après qui ne sont ni interdites, ni soumises à conditions sont autorisées de fait.

Destination	Sous-destinations	Interdites	Autorisées sous condition (Cf. Article UL 2)
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole	✓	
	Exploitation forestière	✓	
Habitation	Logement		✓
	Hébergement		
Commerce et activités de service	Artisanat et commerce de détail		
	Restauration		
	Commerce de gros	✓	
	Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle		
	Hébergement hôtelier et touristique		
	Cinéma		
Équipements d'intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés		
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques ou assimilés		
	Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale	✓	
	Salles d'art et de spectacles		
	Équipements sportifs		
	Autres équipements recevant du public		
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	Industrie	✓	
	Entrepôt	✓	
	Bureau		
	Centre de congrès et d'exposition		

### Secteur UL-e

Les constructions ayant les destinations ci-après qui ne sont ni interdites, ni soumises à conditions sont autorisées de fait.

Destination	Sous-destinations	Interdites	Autorisées sous condition (Cf. Article UL 2)
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole	✓	
	Exploitation forestière	✓	
Habitation	Logement	✓	
	Hébergement	✓	
Commerce et activités de service	Artisanat et commerce de détail	✓	
	Restauration	✓	
	Commerce de gros	✓	
	Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle		
	Hébergement hôtelier et touristique	✓	
	Cinéma	✓	
Équipements d'intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés	✓	
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques ou assimilés		
	Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale	✓	
	Salles d'art et de spectacles	✓	
	Équipements sportifs		
	Autres équipements recevant du public		
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	Industrie	✓	
	Entrepôt		
	Bureau		
	Centre de congrès et d'exposition	✓	

### Secteur UL-n

Les constructions ayant les destinations ci-après qui ne sont ni interdites, ni soumises à conditions sont autorisées de fait.

Destination	Sous-destinations	Interdites	Autorisées sous condition (Cf. Article UL 2)
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole	✓	
	Exploitation forestière	✓	
Habitation	Logement	✓	
	Hébergement	✓	
Commerce et activités de service	Artisanat et commerce de détail	✓	
	Restauration	✓	
	Commerce de gros	✓	
	Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle	✓	
	Hébergement hôtelier et touristique	✓	
	Cinéma	✓	
Équipements d'intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés	✓	
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques ou assimilés		
	Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale	✓	
	Salles d'art et de spectacles	✓	
	Équipements sportifs	✓	
	Autres équipements recevant du public	✓	
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	Industrie	✓	
	Entrepôt	✓	
	Bureau	✓	
	Centre de congrès et d'exposition	✓	

Les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) de quelque régime sont interdites.

## **UL 2 – Occupations et utilisations du sol admises sous condition**

### **Zone UL, tous secteurs sauf secteur UL-e**

- L'aménagement et l'extension des bâtiments existants ainsi que leurs annexes sous réserve de respecter les zones de risque identifiées.
- La reconstruction à l'identique de toute construction, régulièrement édifiée, détruite ou démolie depuis moins de dix ans, affectée à la même destination, est

autorisée dans les limites de la surface de plancher détruite et sous réserve que cela n'entraîne pas de nuisances pour le voisinage.

- Les affouillements et exhaussements des sols à condition d'être nécessaires à la réalisation des occupations et utilisations du sol autorisées.

#### **Secteur UL-h**

- Les constructions à usage d'habitation à condition qu'elles soient destinées à l'hébergement touristique ou aux personnes dont la présence permanente est nécessaire pour assurer le fonctionnement ou le gardiennage des installations implantées dans la zone.

#### **Secteur UL-e**

- Les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration ou à enregistrement sous réserve :
  - ↳ Qu'elles correspondent à des besoins nécessaires à la vie et à la commodité des habitants,
  - ↳ Qu'elles n'entraînent pour le voisinage aucune incommodité ni aucune insalubrité et en cas d'accident ou de fonctionnement défectueux, aucun sinistre susceptible de causer des dommages graves irréparables aux personnes et aux biens.
  - ↳ Que leur fonctionnement soit compatible avec les infrastructures existantes.

### **UL 3 – Règles d'emprises au sol, proportion de surfaces non imperméabilisées**

#### **Zone UL, secteur UL-e**

Les aires de stationnement devront être aménagées de façon à récupérer les eaux pluviales et à les diriger vers un dispositif de collecte (Cf. article UL 15).

#### **Zone UL, secteur UL-h**

Il devra être préservé au minimum 30 % de la surface de la propriété en espace non imperméabilisé.

#### **Zone UL, secteur UL-n**

Aucune surface imperméabilisée n'est autorisée.

### **UL 4 – Gestion des eaux pluviales et du ruissellement**

Les aménagements réalisés sur un terrain ne doivent pas faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales des fonds supérieurs, ni aggraver la servitude

d'écoulement des eaux pluviales des maisons, cours, jardins, parcs et enclos attenants aux constructions constituant les fonds inférieurs.

**Zone UL, secteur UL-h**

Les eaux pluviales issues de toute nouvelle construction feront l'objet d'une infiltration à la parcelle ou rejetées partiellement ou totalement vers le réseau collectif en cas d'impossibilité technique justifiée et validée par les autorités compétentes.

**Zone UL, secteur UL-e**

Les aires de stationnement devront être reliées à des dispositifs décanteurs/déshuileurs permettant de limiter le transfert des polluants vers le milieu naturel.

**Zone UL, secteur UL-n**

Sans objet (aucune surface imperméabilisée n'est autorisée).

**UL 5 – Hauteur des constructions**

La hauteur des constructions à usage d'habitation ou d'hébergement touristique ne doit pas excéder trois niveaux habitables (R+1+combles).

Pour les autres constructions, ou celles dont la hauteur ne peut s'exprimer en nombre de niveaux, la hauteur totale ne peut excéder 15 mètres à partir du terrain naturel.

Pourront dépasser cette hauteur pour des raisons techniques ou fonctionnelles dans la mesure où le dépassement ne porte pas atteinte au cadre bâti et aux paysages :

- ↳ les extensions de bâtiments existants dépassant cette hauteur sans toutefois dépasser la hauteur du bâtiment existant ;
- ↳ La reconstruction à l'identique de toute construction, régulièrement édifiée, détruite ou démolie depuis moins de dix ans, affectée à la même destination,
- ↳ Les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics.

**UL 6 – Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques**

**Zone UL, secteur UL-h**

Les constructions peuvent être implantées soit en limite des voies et emprises publiques, soit avec un recul minimum de 3 mètres.

Ces règles ne s'appliquent pas :

- Aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics.

- À l'aménagement et l'extension d'un bâtiment existant ne respectant pas cette règle. Dans ce cas, l'aménagement ou l'extension est autorisée avec un recul identique à celui du bâtiment

**Zone UL, autres secteurs**

Il n'est pas fixé de règle

**UL 7 – Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives**

Il n'est pas fixé de règle

**UL 8 – Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété**

Il n'est pas fixé de règle

**UL 9 – Aspect extérieur des constructions**

**Dispositions générales**

Le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

Des dispositions différentes seront permises lorsqu'elles présenteront une utilisation des techniques, matériaux mettant en œuvre des dispositifs d'utilisation d'énergies renouvelables ou lorsqu'elles s'inscriront dans un projet de type HQE, de type construction passive ou encore pour les projets architecturaux atypiques s'insérant correctement dans leur environnement immédiat.

Sont interdits :

- les constructions, de quelque importance que ce soit, édifiées en matériaux présentant un caractère précaire.
- L'emploi à nu de parements extérieurs de matériaux fabriqués en vue d'être recouverts d'un revêtement ou d'un enduit, tels que carreaux de plâtre, briques creuses, agglomérés grossiers.

**Volume**

Le volume et l'aspect extérieur des constructions doivent s'harmoniser avec le site

### **Revêtement des constructions**

Les matériaux de façade seront choisis avec un souci de cohérence en lien avec le caractère naturel et lacustre des lieux.

### **Dispositions particulières**

Les installations de stockage en plein air ainsi que les citernes ou installations similaires doivent être dissimulées à la vue depuis les voies publiques par un bâtiment, un mur, une claie ou une haie végétale. Les citernes peuvent aussi être enterrées si la nature des sols et les risques identifiés le permettent.

## **UL 10 – Obligations en matière de performances énergétiques et environnementales**

Les constructions devront prendre en compte tout ou partie des objectifs du développement durable et de la préservation de l'environnement suivants, tout en s'inscrivant en harmonie avec le paysage urbain existant :

- Utiliser les matériaux renouvelables, recyclables ;
- Intégrer des dispositifs de récupération de l'eau de pluie ;
- Prévoir une isolation thermique qui limite les déperditions l'hiver et les apports de chaleur l'été pour réduire la consommation d'énergie ;
- Utiliser des énergies renouvelables, solaires (utilisation passive et active de l'énergie solaire), géothermie, etc. et des énergies recyclées
- Orienter les bâtiments pour favoriser la récupération des apports solaires et valoriser la lumière naturelle pour limiter les dépenses énergétiques.

## **UL 11– Espaces libres et plantations**

Pour les espaces verts et paysagers (privés ou publics), le recours à des espèces végétales locales est fortement recommandé. La plantation d'espèces invasives est interdite. Une liste des espèces invasives est annexée au présent document.

## **UL 12 – Éléments de paysage identifiés**

Non règlementé

## **UL 13 – Obligations de réalisation d'aires de stationnement**

Le stationnement des véhicules doit être assuré en dehors des voies publiques et correspondre aux besoins des nouvelles constructions.

Il est exigé :

- Constructions à usage d'habitation ou d'hébergement : 1 place de stationnement minimum.

- Un emplacement vélo sécurisé et abrité est imposé pour les immeubles d'au moins 2 logements.
- Une surface affectée au stationnement, adaptée à la fréquentation prévisionnelle des équipements touristiques, sportifs ou de loisirs ouverts au public.
- A ces espaces, s'ajoutent les espaces à réserver pour la livraison, les manœuvres et le stationnement des camions et divers véhicules utilitaires nécessaires à l'activité.

#### **UL 14 – Conditions de desserte des voies publiques ou privées**

##### **Accès**

Pour être constructible, un terrain doit avoir au moins un accès suffisant à une voie publique ou privée ouverte à la circulation automobile et en état de viabilité.

Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique.

Lorsqu'un terrain est desservi par plusieurs voies, l'accès peut n'être autorisé que sur la voie où la gêne pour la circulation est la moindre.

##### **Voirie**

Les caractéristiques des accès et des voies nouvelles doivent permettre de satisfaire aux besoins minimaux de desserte : carrossabilité, défense contre l'incendie, protection civile, brancardage, etc.

Les voies publiques ou privées en impasse doivent avoir leur partie terminale aménagée de manière à permettre aux véhicules de services et de secours de faire aisément demi-tour.

#### **UL 15 – Eau potable et assainissement**

##### **Eau potable**

Eau potable : le raccordement sur le réseau public de distribution d'eau potable est obligatoire pour toute opération nouvelle qui requiert une telle alimentation.

Eau à usage non domestique : les captages, forages, prises d'eau autonomes sont soumis à l'accord préalable des autorités compétentes.

##### **Assainissement**

Eaux usées : le raccordement au réseau public d'assainissement est obligatoire pour toute opération nouvelle susceptible de produire des eaux usées.

Eaux résiduelles professionnelles : Leur rejet dans le réseau public ou le milieu naturel est soumis aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

**UL 16 – Réseaux de communications électroniques.**

Les fourreaux nécessaires au raccordement à la fibre devront être prévus dans les travaux d'aménagement de voirie ou d'enfouissement des réseaux.

## **TITRE III : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX** **ZONES AGRICOLES**

### **CHAPITRE UNIQUE : ZONE A**

#### **Préambule**

##### **Définition de la zone**

La zone A comprend les parties du territoire, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. Elle comprend 2 secteurs (Ap et At) permettant une déclinaison locale de certains points du règlement.

##### **Rappels**

- ✎ La carte de sensibilité archéologique établie par arrêté du préfet de Région définit les zones et seuils selon lesquels les demandes de permis de construire, permis de démolir, autorisations d'installations, travaux divers et autorisation de lotir devront être transmises à la DRAC. Les opérations de lotissement, les travaux soumis à étude d'impact et les travaux pour les immeubles classés au titre des monuments historiques doivent faire l'objet d'une saisie systématique. En cas de découverte fortuite, le découvreur et le propriétaire du terrain sont tenus d'en faire la déclaration immédiate au maire, qui doit la transmettre sans délai au préfet.

##### **Informations**

La zone est concernée en partie par des aléas forts de mouvement de terrains liés au retrait-gonflement des argiles ainsi que par des risques connus d'écoulements torrentiels et de coulées de boue.

##### **Prescriptions générales**

En cas d'autorisation d'urbanisme devant faire l'objet de division en propriété ou en jouissance, les règles édictées par le Plan Local d'Urbanisme s'appliquent par dérogation à chaque parcelle ainsi divisée.

## Articles

### A 1 – Occupations et utilisations du sol interdites

Les constructions ayant les destinations ci-après qui ne sont ni interdites, ni soumises à conditions sont autorisées de fait.

Destination	Sous-destinations	En dehors des différents secteurs		Dans le secteur Ap		Dans le secteur At	
		Interdites	Autorisées sous condition <sup>6</sup>	Interdites	Autorisées sous condition <sup>7</sup>	Interdites	Autorisées sous condition <sup>8</sup>
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole			✓			
	Exploitation forestière	✓		✓		✓	
Habitation	Logement		✓	✓			✓
	Hébergement		✓	✓		✓	
Commerce et activités de service	Artisanat et commerce de détail		✓	✓			✓
	Restauration		✓	✓			✓
	Commerce de gros	✓		✓		✓	
	Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle	✓		✓		✓	
	Hébergement hôtelier et touristique		✓	✓			✓
	Cinéma	✓		✓		✓	

<sup>6</sup> Cf. article A 2

<sup>7</sup> Cf. article A 2

<sup>8</sup> Cf. article A 2

Destination	Sous-destinations	En dehors des différents secteurs		Dans le secteur Ap		Dans le secteur At	
		Interdites	Autorisées sous condition <sup>6</sup>	Interdites	Autorisées sous condition <sup>7</sup>	Interdites	Autorisées sous condition <sup>8</sup>
Équipements d'intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés	✓		✓		✓	
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques ou assimilés				✓		
	Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale	✓		✓		✓	
	Salles d'art et de spectacles	✓		✓		✓	
	Équipements sportifs	✓		✓		✓	
	Autres équipements recevant du public	✓		✓		✓	
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	Industrie	✓		✓		✓	
	Entrepôt	✓		✓		✓	
	Bureau	✓		✓		✓	
	Centre de congrès et d'exposition	✓		✓		✓	

*Les occupations et utilisations du sol suivantes sont également interdites dans l'ensemble de la zone A, à l'exception des cas prévus à l'Article A 2*

- Les terrains de camping et de caravanage.
- Les nouvelles carrières.

## **A 2 – Occupations et utilisations du sol admises sous condition**

### *Tout secteurs*

- Les exhaussements et affouillements du sol à condition d'être nécessaires à la réalisation des types d'occupation ou utilisation du sol autorisés.

### *Secteur Ap*

- Locaux techniques et industriels des administrations publiques ou assimilés à condition qu'elles ne soient pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.

### *Secteur At*

- Les constructions à destination d'hébergement, d'artisanat et commerce de détail, restauration à condition d'être liées à la diversification agricole dont la valorisation non alimentaire des agro ressources et si elles restent accessoires à la production principale.
- Les annexes, dépendances et extensions à condition de ne pas constituer en elles-mêmes un bâtiment à destination d'habitation.

### *Hors secteur Ap et At*

- Les constructions à destination de logement ainsi que leurs annexes, dépendances et extensions à condition d'être rendues nécessaire pour l'exercice de l'activité agricole.
- Les constructions à destination d'hébergement, d'artisanat et commerce de détail, restauration à condition d'être liées à la diversification agricole dont la valorisation non alimentaire des agro ressources et si elles restent accessoires à la production principale.
- Les nouvelles carrières à condition de retrouver après exploitation une destination agricole.

### **A 3 – Règles d’emprises au sol, proportion de surfaces non imperméabilisées**

#### **Secteur At**

L'emprise des extensions ou annexes autorisées à l'article A2 ne devra pas dépasser 20% de l'emprise du bâtiment dont elles dépendent.

#### **Autres secteurs**

Non réglementé

### **A 4 – Gestion des eaux pluviales et du ruissellement**

Les aménagements réalisés sur un terrain ne doivent pas faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales des fonds supérieurs, ni aggraver la servitude d'écoulement des eaux pluviales des maisons, cours, jardins, parcs et enclos attenants aux constructions constituant les fonds inférieurs.

Les eaux pluviales issues de toute nouvelle construction feront l'objet d'une infiltration à la parcelle ou rejetées partiellement ou totalement vers le réseau public en cas d'impossibilité technique justifiée et validée par les autorités compétentes.

### **A 5 – Hauteur des constructions**

#### **Secteur At**

La hauteur des extensions ou annexes autorisées à l'article A 2 ne devra pas dépasser 4m

#### **Autres parties de la zone A**

La hauteur totale des constructions ne peut excéder 15 mètres à partir du terrain naturel jusqu'au faîtage.

Pourront dépasser la hauteur fixée dans la mesure où le dépassement ne porte pas atteinte au cadre bâti et aux paysages :

- Les extensions des bâtiments existants sans en dépasser la hauteur.
- Les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement du service public.

### **A 6 – Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques**

Sauf aménagement ou extension, cas où le projet de construction peut respecter la même implantation que le bâtiment préexistant, toute construction nouvelle doit respecter un recul de 10 mètres de l'alignement des voies.

Ces dispositions ne sont pas exigées pour les équipements publics techniques (transformateur électrique...).

### **A 7 – Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives**

Sauf aménagement ou extension, cas où le projet de construction peut respecter la même implantation que le bâtiment préexistant, toute construction nouvelle doit s'implanter en retrait d'au moins 5 mètres des limites séparatives.

Ces dispositions ne sont pas exigées pour les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement du service public.

### **A 8 – Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété**

Non règlementé

### **A 9 – Aspect extérieur des constructions**

Le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

Des dispositions différentes seront permises lorsqu'elles présenteront une utilisation des techniques, matériaux mettant en œuvre des dispositifs d'utilisation d'énergies renouvelables ou lorsqu'elles s'inscriront dans un projet de type HQE, de type construction passive ou encore pour les projets architecturaux atypiques s'insérant correctement dans leur environnement immédiat.

Sont interdits :

- les constructions, de quelque importance que ce soit, édifiées en matériaux présentant un caractère précaire.
- L'emploi à nu de parements extérieurs de matériaux fabriqués en vue d'être recouverts d'un revêtement ou d'un enduit, tels que carreaux de plâtre, briques creuses, agglomérés grossiers.
- Les architectures étrangères ou typiques d'autres régions

Les extensions de constructions existantes devront être en harmonie avec celles-ci

Les citernes ou installations similaires seront enterrés ou dissimulés à la vue depuis la rue par un bâtiment, un mur, une claie ou une haie végétale.

#### **A 10 – Obligations en matière de performances énergétiques et environnementales**

Les constructions devront prendre en compte tout ou partie des objectifs du développement durable et de la préservation de l'environnement suivants, tout en s'inscrivant en harmonie avec le paysage urbain existant :

- Utiliser les matériaux renouvelables, recyclables ;
- Intégrer des dispositifs de récupération de l'eau de pluie ;
- Prévoir une isolation thermique qui limite les déperditions l'hiver et les apports de chaleur l'été pour réduire la consommation d'énergie ;
- Utiliser des énergies renouvelables, solaires (utilisation passive et active de l'énergie solaire), géothermie, etc. et des énergies recyclées ;
- Orienter les bâtiments pour favoriser la récupération des apports solaires et valoriser la lumière naturelle pour limiter les dépenses énergétiques.

#### **A 11 – Identification et localisation du patrimoine bâti et paysager à protéger**

Sans objet.

#### **A 12 – Espaces libres et plantations**

Des plantations d'accompagnement, de préférence à base d'essences locales, seront réalisées autour des bâtiments agricoles de façon à leur assurer une meilleure intégration paysagère. La plantation d'espèces invasives est interdite. Une liste des espèces invasives est annexée au présent document.

#### **A 13 – Obligations de réalisation d'aires de stationnement**

Le stationnement des véhicules doit être assuré en dehors des voies publiques et correspondre aux besoins des nouvelles constructions.

Il est exigé au minimum 2 places de stationnement par logement ou par hébergement touristique.

#### **A 14 – Conditions de desserte des voies publiques ou privées**

Pour être constructible, un terrain doit avoir au moins un accès suffisant à une voie publique ou privée ouverte à la circulation automobile et en état de viabilité.

Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique.

Lorsqu'un terrain est desservi par plusieurs voies, l'accès peut n'être autorisé que sur la voie où la gêne pour la circulation est la moindre.

Les caractéristiques des accès et des voies nouvelles doivent permettre de satisfaire aux besoins minimaux de desserte : carrossabilité, défense contre l'incendie, protection civile, brancardage, etc.

#### **A 15 – Eau potable et assainissement**

##### **Eau potable**

Eau potable : le raccordement sur le réseau public de distribution d'eau potable est obligatoire pour toute opération nouvelle qui requiert une telle alimentation. En l'absence d'un tel réseau, l'alimentation pourra être effectuée par captage ou forage conformes à la réglementation sanitaire en vigueur, et à condition que l'eau soit distribuée à l'intérieur de la construction par des canalisations sous pression.

Eau à usage non domestique : les captages, forages, prises d'eau autonomes sont soumis à l'accord préalable des autorités compétentes.

##### **Assainissement**

Eaux usées domestiques : toutes les eaux usées issues des habitations autorisées devront être dirigées par des canalisations souterraines sur des dispositifs autonomes de traitement et d'évacuation conformes à la réglementation sanitaire et aux éventuelles contraintes particulières qui pourraient être imposées par les services compétents en fonction de la nature du sol ou du sous-sol.

Eaux résiduaires industrielles et professionnelles : Leur rejet dans le réseau public ou le milieu naturel est soumis aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

#### **A 16 – Réseaux de communications électroniques.**

Il n'est pas fixé de règle.

## **TITRE IV : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX** **ZONES NATURELLES**

### **CHAPITRE UNIQUE - ZONE N**

#### **Préambule**

##### **Définition de la zone**

La zone N comprend les parties du territoire à protéger de l'urbanisation nouvelle. Elle comprend 2 secteurs (N-L et N-e) permettant une déclinaison locale de certains points du règlement.

##### **Rappels**

- ↳ Les demandes de défrichements sont irrecevables dans les espaces boisés classés. Les coupes ou abattages d'arbres y sont soumis à autorisation.
- ↳ En dehors des Espaces Boisés Classés, les défrichements sont soumis à autorisation administrative dès lors que les terrains défrichés constituent ou font partie d'un massif de plus de 4 ha (hors exceptions, notamment quand existe un plan de simple gestion approuvé).
- ↳ La carte de sensibilité archéologique établie par arrêté du préfet de Région définit les zones et seuils selon lesquels les demandes de permis de construire, permis de démolir, autorisations d'installations, travaux divers et autorisation de lotir devront être transmises à la DRAC. Les opérations de lotissement, les travaux soumis à étude d'impact et les travaux pour les immeubles classés au titre des monuments historiques doivent faire l'objet d'une saisie systématique. En cas de découverte fortuite, le découvreur et le propriétaire du terrain sont tenus d'en faire la déclaration immédiate au maire, qui doit la transmettre sans délai au préfet.

##### **Informations**

La zone est concernée en partie par des aléas forts de mouvement de terrains liés au retrait-gonflement des argiles ainsi que par des risques connus d'écoulements torrentiels et de coulées de boue.

### Prescriptions générales

En cas d'autorisation d'urbanisme devant faire l'objet de division en propriété ou en jouissance, les règles édictées par le Plan Local d'Urbanisme s'appliquent par dérogation à chaque parcelle ainsi divisée.

## Articles

### **N 1 – Occupations et utilisations du sol interdites**

Les constructions ayant les destinations ci-après qui ne sont ni interdites, ni soumises à conditions sont autorisées de fait.

Destination	Sous-destinations	En dehors des différents secteurs		Dans le secteur N-L		Dans le secteur N-e	
		Interdites	Autorisées sous condition <sup>9</sup>	Interdites	Autorisées sous condition <sup>10</sup>	Interdites	Autorisées sous condition <sup>11</sup>
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole	✓		✓		✓	
	Exploitation forestière			✓		✓	
Habitation	Logement	✓		✓		✓	
	Hébergement	✓		✓		✓	
Commerce et activités de service	Artisanat et commerce de détail	✓		✓		✓	
	Restauration	✓		✓		✓	
	Commerce de gros	✓		✓		✓	
	Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle	✓			✓	✓	

<sup>9</sup> Cf. article N 2

<sup>10</sup> Cf. article N 2

<sup>11</sup> Cf. article N 2

Destination	Sous-destinations	En dehors des différents secteurs		Dans le secteur N-L		Dans le secteur N-e	
		Interdites	Autorisées sous condition <sup>9</sup>	Interdites	Autorisées sous condition <sup>10</sup>	Interdites	Autorisées sous condition <sup>11</sup>
	Hébergement hôtelier et touristique	✓		✓		✓	
	Cinéma	✓		✓		✓	
Équipements d'intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés	✓		✓		✓	
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques ou assimilés					✓	
	Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale	✓		✓		✓	
	Salles d'art et de spectacles	✓		✓		✓	
	Équipements sportifs	✓				✓	
	Autres équipements recevant du public	✓			✓		✓
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	Industrie	✓		✓		✓	
	Entrepôt	✓		✓		✓	
	Bureau	✓		✓		✓	
	Centre de congrès et d'exposition	✓		✓		✓	

- Les constructions, aménagements et installations liées à l'utilisation du lac pour les loisirs nautiques.
- Les carrières.
- Dans le secteur N-e sont par ailleurs interdit toute artificialisation à l'exception des aménagements prévus à l'article N 2

## **N 2 – Occupations et utilisations du sol admises sous condition**

### **Secteur N-e**

- Les équipements strictement liés et nécessaires à la sécurité, à la gestion écologique et à la valorisation du milieu pour le public (éducation à l'environnement) à condition qu'ils justifient d'une bonne insertion dans le site et qu'ils respectent les dispositions :
  - de la loi sur l'eau (*articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement*), notamment celles concernant les berges des plans d'eau<sup>12</sup> et les zones humides<sup>13</sup> ;
  - de la législation sur les espèces protégées et leur habitat (*articles L. 411-1 à L. 411-10 du code de l'environnement*).
- Les affouillements et exhaussements du sol à condition de présenter une nécessité écologique justifiée telle que la restauration écologique des milieux.

### **Secteur N-L**

- Les équipements recevant du public à condition qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.
- Les affouillements et exhaussements du sol nécessaire aux équipements et aménagements autorisés.

### **Reste de la zone**

- Les affouillements et exhaussements du sol nécessaire aux équipements et aménagements autorisés.

## **N 3 – Règles maximales d'emprises au sol – Proportion de surfaces non imperméabilisées**

### **Secteur N-e**

Les surfaces imperméabilisées devront être inférieures à 0,1% de l'unité foncière.

---

<sup>12</sup> Rubrique 3.1.4.0

<sup>13</sup> Rubrique 3.3.1.0

**Autres secteurs**

Il n'est pas fixé de règle.

**N 4 – Gestion des eaux pluviales et du ruissellement**

Les aménagements réalisés sur un terrain ne doivent pas faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales des fonds supérieurs, ni aggraver la servitude d'écoulement des eaux pluviales des maisons, cours, jardins, parcs et enclos attenants aux constructions constituant les fonds inférieurs.

Les eaux pluviales issues de toute nouvelle construction feront l'objet d'une infiltration à la parcelle ou rejetées partiellement ou totalement vers le réseau collectif en cas d'impossibilité technique justifiée et validée par les autorités compétentes.

**N 5 – Hauteur des constructions**

La hauteur des constructions autorisées ne peut excéder 3,5 mètres au faîtage.

Pourront dépasser cette hauteur dans la mesure où le dépassement ne porte pas atteinte au cadre bâti et aux paysages :

- Les extensions des bâtiments existants sans en dépasser la hauteur.
- Les locaux techniques et industriels des administrations publiques ou assimilés

**N 6 – Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques**

Sauf aménagement ou extension, cas où le projet de construction peut respecter la même implantation que le bâtiment préexistant, toute construction nouvelle doit respecter un recul d'au moins 10 mètres de l'alignement des voies.

Cet Article ne s'applique pas aux locaux techniques et industriels des administrations publiques ou assimilés.

**N 7 – Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives**

Il n'est pas fixé de règle.

**N 8 – Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété**

Il n'est pas fixé de règle.

**N 9 – Aspect extérieur des constructions**

**Dispositions générales**

Le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leurs dimensions ou

l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

Sont interdits :

- Les constructions, de quelque importance que ce soit, édifiées en matériaux présentant un caractère précaire.
- L'emploi à nu de parements extérieurs de matériaux fabriqués en vue d'être recouverts d'un revêtement ou d'un enduit, tels que carreaux de plâtre, briques creuses, agglomérés grossiers.

#### **Revêtement des constructions**

Sont interdits :

- Les couleurs violentes ou apportant des notes discordantes dans l'environnement ou le paysage.
- Les bardages en tôle ondulée non peinte.

#### **Les clôtures**

Afin d'assurer la perméabilité des clôtures à la petite faune, le grillage utilisé doit être à maille large en partie basse ou maintenir un espace libre entre le bas du grillage et la surface du sol.

### **N 10 – Obligations en matière de performances énergétiques et environnementales**

Hormis les bornes de recharge de véhicules électriques et les locaux techniques et industriels des administrations publiques ou assimilés, les constructions devront être autonome énergétiquement et ne pas avoir besoin de raccordement aux réseaux.

### **N 11 – Espaces libres et plantations**

La plantation d'espèces invasives est interdite. Une liste des espèces invasives est annexée au présent document.

### **N 12 – Éléments de paysage identifiés**

Il n'est pas fixé de règle.

### **N 13 – Obligations de réalisation d'aires de stationnement**

Le stationnement des véhicules doit être assuré en dehors des voies publiques et correspondre aux besoins des nouvelles constructions.

**N 14 – Conditions de desserte des voies publiques ou privées**

Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique.

Lorsqu'un terrain est desservi par plusieurs voies, l'accès peut n'être autorisé que sur la voie où la gêne pour la circulation est la moindre.

Les caractéristiques des accès et des voies nouvelles doivent permettre de satisfaire aux besoins minimaux de desserte : carrossabilité, défense contre l'incendie, protection civile, brancardage, etc.

**N 15 – Eau potable et assainissement**

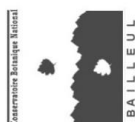
Les captages, forages, prises d'eau autonomes sont soumis à l'accord préalable des autorités compétentes.

**N 16 – Réseaux de communications électroniques.**

Il n'est pas fixé de règle.

## ANNEXES AU RÈGLEMENT

### ANNEXE 1 – LISTE RÉGIONALE DES PLANTES EXOTIQUES ENVAHISSANTES PRÉSENTES ET SUSCEPTIBLES D'APPARAÎTRE EN PICARDIE



CENTRE RÉGIONAL DE PHYTOSOCIOLOGIE  
CONSERVATOIRE BOTANIQUE NATIONAL DE BAILLEUL

Liste régionale des plantes exotiques envahissantes présentes et  
susceptibles d'apparaître en Picardie



Avril 2012



Clé de lecture de la liste

**Colonne 1** : Nom latin du taxon

**Colonne 2** : Taxon présent en Picardie

**Colonne 3** : Statut d'indigénat en région Picardie

**Colonne 4** : Développement d'un caractère envahissant en Picardie

On considère qu'un taxon développe un caractère envahissant dans la région s'il forme des populations denses, étendues voire monospécifiques, menaçant les écosystèmes, les habitats naturels ou les taxons indigènes. Ce caractère envahissant est évalué à partir des observations de terrain.

**Colonne 5** : Statut de la plante dans les régions proches

Certains taxons exotiques présents en Picardie ne sont pas envahissants. Cependant, une espèce exotique ne montre son caractère envahissant qu'après une période de latence plus ou moins longue (souvent plusieurs dizaines d'années). C'est pourquoi sont également pris en compte les impacts potentiels de l'espèce, à travers ce qui se produit dans d'autres régions.

Concernant les espèces exotiques non envahissantes actuellement en Picardie, on considère que celles-ci ont des impacts dans d'autres régions si elles possèdent le statut d'espèce exotique envahissante avérée (ou équivalent) dans des régions appartenant à la zone biogéographique atlantique et dans les régions au climat océanique.

Conservatoire Centre régional de phytosociologie / Conservatoire botanique national de Baillieux

Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Picardie, Conseil régional de Picardie, Conseil général de l'Aisne et Conseil général de la Somme

Liste hiérarchisée des plantes exotiques considérées comme envahissantes avérées et potentielles en Picardie

Elise KREBS, Vincent LEVY, Aymeric WATTERLOT, Jean-Christophe HAUGUEL, Benoît TOUSSAINT / Avril 2012

**Colonne 6 :** Impacts sur les Habitats d'intérêt Communautaire pressentis ou constatés

On considère qu'un taxon a un impact sur les habitats naturels d'intérêt communautaire si son établissement a été observé au sein de ces habitats ou s'il est estimé susceptible de les coloniser au regard de ce qui a pu être observé dans d'autres régions ou pays climatiquement comparables.

Par ailleurs, un taxon exotique envahissant est considéré avoir un impact avéré ou potentiel sur les plantes menacées à l'échelle régionale ou nationale s'il menace directement ou s'il risque, par sa présence, de menacer un taxon figurant sur la liste des plantes menacées de l'inventaire de la flore vasculaire de Picardie (Hauguel et Toussaint, 2012)..

**Colonne 7 :** Impacts sur la santé, l'économie et les activités humaines en Picardie

Un taxon pose des problèmes de santé s'il possède des substances dangereuses pour la santé humaine (substances hautement allergènes, ou provoquant des lésions cutanées, ou très toxiques) et que des cas d'allergie, d'intoxication ou de brûlures ont été constatés.

Sont également pris en compte les impacts susceptibles d'être prochainement constatés dans la région : cela concerne les taxons montrant depuis peu un caractère envahissant dans les milieux urbains et ruraux et possédant des substances dangereuses pour la santé humaine. Des impacts n'ont pas forcément déjà été constatés, mais au vu des substances que contient un taxon et des problèmes sanitaires qu'il génère dans les régions où il est envahissant, le risque que ces impacts apparaissent dans la région est élevé.

Un taxon porte préjudice à l'économie et aux activités humaines dans la région s'il a un impact négatif :

- sur les activités agricoles (baisse de la valeur fourragère, toxicité pour le bétail),
- sylvicoles,
- sur les réseaux hydrographiques : gêne pour la navigation et les activités de pêche
- sur les réseaux routiers (par exemple, les renouées asiatiques peuvent nécessiter des travaux d'entretien plus importants).

---

Conservatoire Centre régional de phytosociologie / Conservatoire botanique national de Baillieux

Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Picardie, Conseil régional de Picardie, Conseil général de l'Aisne et Conseil général de la Somme

Liste hiérarchisée des plantes exotiques considérées comme envahissantes avérées et potentielles en Picardie

Elise KREBS, Vincent LEVY, Aymeric WATTERLOT, Jean-Christophe HAUGUEL, Benoît TOUSSAINT / Avril 2012

**Colonne 8 :** Statut en Picardie

a. Les espèces exotiques envahissantes avérées

Une **espèce exotique envahissante avérée (A)** est un taxon naturalisé, adventice ou subspontané, qui forme des populations denses et induit des changements dans la végétation dans certaines de ses stations en Picardie.

On distingue les catégories suivantes d'EEE avérées :

- **A1** : Le taxon est envahissant dans les habitats naturels d'intérêt patrimonial ou communautaire ou impacte des espèces végétales menacées à l'échelle régionale ou nationale et des impacts sur la santé, l'économie ou les activités humaines ont été observés dans la région ;
- **A2** : Le taxon est envahissant dans les habitats naturels d'intérêt patrimonial ou communautaire ou impacte des espèces végétales menacées à l'échelle régionale ou nationale mais aucun impact sur la santé, l'économie ou les activités humaines n'a été observé dans la région ;
- **A3** : Le taxon n'est pas actuellement observé dans des habitats naturels d'intérêt patrimonial ou communautaire et n'impacte pas d'espèces végétales menacées à l'échelle régionale ou nationale mais des impacts sur la santé, l'économie ou les activités humaines ont été observés dans la région ;

b. Les espèces exotiques envahissantes potentielles

Une **espèce exotique envahissante potentielle (P)** est un taxon ne formant actuellement pas de populations denses et n'induisant pas de changements dans la végétation, mais risquant de présenter un caractère envahissant à plus ou moins long terme du fait de son comportement dans les régions biogéographiquement et climatiquement semblables à la Picardie.

On distingue les catégories suivantes d'EEE potentielles :

- **P0** : Le taxon est absent dans la région, même à l'état cultivé, mais il est considéré comme une plante exotique envahissante avérée dans les régions proches et pressenti représenter une menace potentielle sur des habitats d'intérêt communautaire ou sur des espèces végétales menacées à l'échelle régionale ou nationale, s'il apparaissait dans la région ;
- **P1** : Le taxon est présent dans la région mais n'est pas actuellement observé dans les habitats naturels d'intérêt patrimonial ou communautaire. Il n'impacte pas d'espèces végétales menacées à l'échelle régionale ou nationale et aucun impact sur la santé, l'économie ou les activités humaines n'a été observé dans la région ; néanmoins des incidences environnementales significatives y sont pressenties comme potentielles à court ou moyen terme ;
- **P2** : Le taxon, considéré comme une plante exotique envahissante avérée dans les régions voisines, n'est pas actuellement observé dans des habitats naturels d'intérêt patrimonial ou communautaire et n'impacte pas d'espèces végétales menacées à l'échelle régionale ou nationale et aucun impact sur la santé, l'économie ou les activités humaines n'a été observé dans la région ; aucune incidence environnementale significative n'y est pressentie comme potentielle à court ou moyen terme.

Conservatoire Centre régional de phytosociologie / Conservatoire botanique national de Bailleul

Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Picardie, Conseil régional de Picardie, Conseil général de l'Aisne et Conseil général de la Somme

Liste hiérarchisée des plantes exotiques considérées comme envahissantes avérées et potentielles en Picardie

Elise KREBS, Vincent LEVY, Aymeric WATTERLOT, Jean-Christophe HAUGUEL, Benoît TOUSSAINT / Avril 2012

Nom scientifique	Taxon présent	Statut indigénat Région	Statut Régions proches	Caractère envahissant pressenti ou constaté	Impacts sur les Habitats d'intérêt Communautaire pressentis ou constatés	Impact sur la santé, l'économie ou les activités humaines	Statut Région
<i>Ailanthus altissima</i> (Mill.) Swingle	oui	naturalisé ou adventice ou spontané	avéré	oui	oui	oui	A1
<i>Elodea nuttallii</i> (Planch.) St John	oui	naturalisé ou adventice ou spontané	avéré	oui	oui	oui	A1
<i>Euphorbia x pseudovirgata</i> (Schur) Soó	oui	naturalisé ou adventice ou spontané	Non documenté	oui	oui	oui	A1
<i>Heracleum mantegazzianum</i> Somm. et Lev.	oui	naturalisé ou adventice ou spontané	avéré	oui	oui	oui	A1
<i>Hydrocotyle ranunculoides</i> L. f.	oui	naturalisé ou adventice ou spontané	avéré	oui	oui	oui	A1
<i>Lagarosiphon major</i> (Ridley) Moss	oui	naturalisé ou adventice ou spontané	avéré	oui	oui	oui	A1
<i>Lucwigia grandiflora</i> (Michaux) Greuter et Burdet	oui	naturalisé ou adventice ou spontané	avéré	oui	oui	oui	A1
<i>Myriophyllum aquaticum</i> (Velloso) Verdc.	oui	naturalisé ou adventice ou spontané	avéré	oui	oui	oui	A1
<i>Prunus serotina</i> Ehrh.	oui	naturalisé ou adventice ou spontané	avéré	oui	oui	oui	A1
<i>Spartina anglica</i> C.E. Hubbard	oui	naturalisé ou adventice ou spontané	avéré	oui	oui	oui	A1

Conservatoire Centre régional de phytosociologie / Conservatoire botanique national de Bailleul  
 Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Picardie, Conseil régional de Picardie, Conseil général de l'Aisne et Conseil général de la Somme  
 Liste hiérarchisée des plantes exotiques considérées comme envahissantes avérées et potentielles en Picardie  
 Elise KREBS, Vincent LEVY, Aymeric WATTERLOT, Jean-Christophe HAUGUEL, Benoît TOUSSAINT / Avril 2012

Nom scientifique	Taxon présent	Statut indigénat Région	Statut Régions proches	Caractère envahissant pressenti ou constaté	Impacts sur les Habitats d'intérêt Communautaire pressentis ou constatés	Impact sur la santé, l'économie ou les activités humaines	Statut Région
<i>Acer negundo</i> L.	oui	naturalisé ou adventice ou spontané	avéré	oui	oui	non	A2
<i>Aster lanceolatus</i> Willd.	oui	naturalisé ou adventice ou spontané	avéré	oui	oui	non	A2
<i>Aster salignus</i> Willd.	oui	naturalisé ou adventice ou spontané	avéré	oui	oui	non	A2
<i>Azolla filiculoides</i> Lam.	oui	naturalisé ou adventice ou spontané	avéré	oui	oui	non	A2
<i>Baccharis halimifolia</i> L.	oui	naturalisé ou adventice ou spontané	avéré	oui	oui	non	A2
<i>Bidens connata</i> Muhlenb. ex Willd.	oui	naturalisé ou adventice ou spontané	avéré	oui	oui	non	A2
<i>Bidens frondosa</i> L.	oui	naturalisé ou adventice ou spontané	avéré	oui	oui	non	A2
<i>Cornus alba</i> L.	oui	naturalisé ou adventice ou spontané	avéré	oui	oui	non	A2
<i>Cornus sericea</i> L.	oui	naturalisé ou adventice ou spontané	avéré	oui	oui	non	A2
<i>Cortaderia selloana</i> (Schult. & Schult.f.) Asch. & Graebn.	oui	cultivé	avéré	oui	oui	non	A2

Conservatoire Centre régional de phytosociologie / Conservatoire botanique national de Bailleul  
 Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Picardie, Conseil régional de Picardie, Conseil général de l'Aisne et Conseil général de la Somme  
 Liste hiérarchisée des plantes exotiques considérées comme envahissantes avérées et potentielles en Picardie  
 Elise KREBS, Vincent LEVY, Aymeric WATTERLOT, Jean-Christophe HAUGUEL, Benoit TOUSSAINT / Avril 2012

Nom scientifique	Taxon présent	Statut indigénat Région	Statut Régions proches	Caractère envahissant pressenti ou constaté	Impacts sur les Habitats d'intérêt Communautaire pressentis ou constatés	Impact sur la santé, l'économie ou les activités humaines	Statut Région
<i>Impatiens capensis</i> Meerb.	oui	naturalisé ou adventice ou spontané	avéré	oui	oui	non	A2
<i>Impatiens glandulifera</i> Royle	oui	naturalisé ou adventice ou spontané	avéré	oui	oui	non	A2
<i>Lemna minuta</i> Humb., Bonpl. et Kunth	oui	naturalisé ou adventice ou spontané	avéré	oui	oui	non	A2
<i>Lemna turionifera</i> Landolt	oui	naturalisé ou adventice ou spontané	avéré	oui	oui	non	A2
<i>Lycium barbarum</i> L.	oui	naturalisé ou adventice ou spontané	potentiel	oui	oui	non	A2
<i>Parthenocissus inserta</i> (A. Kerner) Fritsch	oui	naturalisé ou adventice ou spontané	avéré	oui	oui	non	A2
<i>Phytolacca americana</i> L.	oui	naturalisé ou adventice ou spontané	avéré	oui	oui	non	A2
<i>Rhododendron ponticum</i> L.	oui	naturalisé ou adventice ou spontané	avéré	oui	oui	non	A2
<i>Robinia pseudoacacia</i> L.	oui	naturalisé ou adventice ou spontané	avéré	oui	oui	non	A2
<i>Rosa rugosa</i> Thunb.	oui	naturalisé ou adventice ou spontané	avéré	oui	oui	non	A2

Conservatoire Centre régional de phytosociologie / Conservatoire botanique national de Baillieu

Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Picardie, Conseil régional de Picardie, Conseil général de l'Aisne et Conseil général de la Somme

Liste hiérarchisée des plantes exotiques considérées comme envahissantes avérées et potentielles en Picardie

Elise KREBS, Vincent LEVY, Aymeric WATTERLOT, Jean-Christophe HAUGUEL, Benoit TOUSSAINT / Avril 2012

Nom scientifique	Taxon présent	Statut indigénat Région	Statut Régions proches	Caractère envahissant pressenti ou constaté	Impacts sur les Habitats d'intérêt Communautaire pressentis ou constatés	Impact sur la santé, l'économie ou les activités humaines	Statut Région
<i>Solidago canadensis</i> L.	oui	naturalisé ou adventice ou subspontané	avéré	oui	oui	non	A2
<i>Solidago gigantea</i> Ait.	oui	naturalisé ou adventice ou subspontané	avéré	oui	oui	non	A2
<i>Sorbaria sorbifolia</i> (L.) A. Braun	oui	naturalisé ou adventice ou subspontané	avéré	oui	oui	non	A2

<i>Ambrosia artemisiifolia</i> L.	oui	naturalisé ou adventice ou subspontané	avéré	oui	non	oui	A3
<i>Fallopia japonica</i> (Houtt.) Ronse Decraene	oui	naturalisé ou adventice ou subspontané	avéré	oui	non	oui	A3
<i>Fallopia sachalinensis</i> (F. Schmidt Petrop.) Ronse Decraene	oui	naturalisé ou adventice ou subspontané	avéré	oui	non	oui	A3
<i>Fallopia x bohemica</i> (Chrtek et Chrtková) J.P. Bailey	oui	naturalisé ou adventice ou subspontané	avéré	oui	non	oui	A3

<i>Crassula helmsii</i> (Kirk) Cockayne	non	absent	avéré	oui	oui	oui	P0
<i>Egeria densa</i> Planch.	non	absent	avéré	oui	oui	oui	P0

Conservatoire Centre régional de phytosociologie / Conservatoire botanique national de Bailleul  
Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Picardie, Conseil régional de Picardie, Conseil général de l'Aisne et Conseil général de la Somme  
Liste hiérarchisée des plantes exotiques considérées comme envahissantes avérées et potentielles en Picardie  
Elise KREBS, Vincent LEVY, Aymeric WATTERLOT, Jean-Christophe HAUGUEL, Benoit TOUSSAINT / Avril 2012

Nom scientifique	Taxon présent	Statut indigénat Région	Statut Régions proches	Caractère envahissant pressenti ou constaté	Impacts sur les Habitats d'intérêt Communautaire pressentis ou constatés	Impact sur la santé, l'économie ou les activités humaines	Statut Région
<i>Hydrilla verticillata</i> F. Muell.	non	absent	avéré	oui	oui	non	<b>P0</b>
<i>Lindernia dubia</i> (L.) Pennell	non	absent	avéré	oui	oui	non	<b>P0</b>
<i>Ludwigia peploides</i> (K. S. Kunth) P. H. Raven	non	absent	avéré	oui	oui	oui	<b>P0</b>
<i>Myriophyllum heterophyllum</i> Michx	non	absent	avéré	oui	oui	non	<b>P0</b>

<i>Glyceria striata</i> (Lam.) A.S. Hitchc.	oui	naturalisé ou adventice ou spontané	potentiel	oui	non	non	<b>P1</b>
<i>Laburnum anagyroides</i> Medik.	oui	naturalisé ou adventice ou spontané	Non documenté	oui	non	non	<b>P1</b>
<i>Mahonia aquifolium</i> (Pursh) Nutt.	oui	naturalisé ou adventice ou spontané	avéré	oui	non	non	<b>P1</b>
<i>Paspalum distichum</i> L.	non	absent	avéré	oui	non	non	<b>P1</b>
<i>Persicaria wallichii</i> Greuter & Burdet	oui	cultivé	potentiel	oui	non	non	<b>P1</b>
<i>Pterocarya fraxinifolia</i> (Poir.) Spach	oui	naturalisés ou adventices ou spontanés	potentiel	oui	non	non	<b>P1</b>

Conservatoire Centre régional de phytosociologie / Conservatoire botanique national de Bailleul  
 Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Picardie, Conseil régional de Picardie, Conseil général de l'Aisne et Conseil général de la Somme  
 Liste hiérarchisée des plantes exotiques considérées comme envahissantes avérées et potentielles en Picardie  
 Elise KREBS, Vincent LEVY, Aymeric WATTERLOT, Jean-Christophe HAUGUEL, Benoit TOUSSAINT / Avril 2012

Nom scientifique	Taxon présent	Statut indigénat Région	Statut Régions proches	Caractère envahissant pressenti ou constaté	Impacts sur les Habitats d'intérêt Communautaire pressentis ou constatés	Impact sur la santé, l'économie ou les activités humaines	Statut Région
<i>Rhus typhina</i> L.	oui	naturalisé ou adventice ou subspontané	avéré	oui	non	non	P1
<i>Spiraea alba</i> Du Roi	oui	cultivé	avéré	oui	non	non	P1
<i>Spiraea douglasii</i> Hook.	oui	cultivé	avéré	oui	non	non	P1
<i>Staphylea pinnata</i> L.	oui	naturalisé ou adventice ou subspontané	Non documenté	oui	non	non	P1
<i>Symphoricarpos albus</i> (L.) S.F. Blake	oui	naturalisé ou adventice ou subspontané	avéré	oui	non	non	P1

<i>Aesculus hippocastanum</i> L.	oui	naturalisé ou adventice ou subspontané	avéré	non	non	non	P2
<i>Amaranthus hybridus</i> L.	oui	naturalisé ou adventice ou subspontané	potentiel	non	non	non	P2
<i>Amaranthus retroflexus</i> L.	oui	naturalisé ou adventice ou subspontané	potentiel	non	non	non	P2
<i>Asclepias syriaca</i> L.	oui	cultivé	potentiel	non	non	non	P2
<i>Aster novi-belgii</i> L.	oui	naturalisé ou adventice ou subspontané	avéré	non	non	non	P2

Conservatoire Centre régional de phytosociologie / Conservatoire botanique national de Baillieux  
 Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Picardie, Conseil régional de Picardie, Conseil général de l'Aisne et Conseil général de la Somme  
 Liste hiérarchisée des plantes exotiques considérées comme envahissantes avérées et potentielles en Picardie  
 Elise KREBS, Vincent LEVY, Aymeric WATTERLOT, Jean-Christophe HAUGUEL, Benoît TOUSSAINT / Avril 2012

Nom scientifique	Taxon présent	Statut indigénat Région	Statut Régions proches	Caractère envahissant pressenti ou constaté	Impacts sur les Habitats d'intérêt Communautaire pressentis ou constatés	Impact sur la santé, l'économie ou les activités humaines	Statut Région
<i>Berteroa incana</i> (L.) DC.	oui	naturalisé ou adventice ou subspontané	avéré	non	non	non	P2
<i>Buddleja davidii</i> Franch.	oui	naturalisé ou adventice ou subspontané	avéré	non	non	non	P2
<i>Bunias orientalis</i> L.	oui	naturalisé ou adventice ou subspontané	avéré	non	non	non	P2
<i>Claytonia perfoliata</i> Donn ex Willd.	oui	naturalisé ou adventice ou subspontané	potentiel	non	non	non	P2
<i>Conyza canadensis</i> (L.) Cronq.	oui	naturalisé ou adventice ou subspontané	avéré	non	non	non	P2
<i>Conyza sumatrensis</i> (Retz.) E. Walker	oui	naturalisé ou adventice ou subspontané	avéré	non	non	non	P2
<i>Corispermum pallasii</i> Steven	oui	naturalisé ou adventice ou subspontané	Non documenté	non	non	non	P2
<i>Cotoneaster horizontalis</i> Decaisne	oui	naturalisé ou adventice ou subspontané	avéré	non	non	non	P2
<i>Cyperus esculentus</i> L.	oui	naturalisé ou adventice ou subspontané	potentiel	non	non	non	P2
<i>Datura stramonium</i> L.	oui	naturalisé ou adventice ou subspontané	avéré	non	non	non	P2

Conservatoire Centre régional de phytosociologie / Conservatoire botanique national de Baillieux

Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Picardie, Conseil régional de Picardie, Conseil général de l'Aisne et Conseil général de la Somme

Liste hiérarchisée des plantes exotiques considérées comme envahissantes avérées et potentielles en Picardie

Elise KREBS, Vincent LEVY, Aymeric WATTERLOT, Jean-Christophe HAUGUEL, Benoit TOUSSAINT / Avril 2012

Nom scientifique	Taxon présent	Statut indigénat Région	Statut Régions proches	Caractère envahissant pressenti ou constaté	Impacts sur les Habitats d'intérêt Communautaire pressentis ou constatés	Impact sur la santé, l'économie ou les activités humaines	Statut Région
<i>Duchesnea indica</i> (Andrews) Focke	oui	naturalisé ou adventice ou subspontané	potentiel	non	non	non	P2
<i>Elodea canadensis</i> Michaux	oui	naturalisé ou adventice ou subspontané	avéré	non	non	non	P2
<i>Epilobium ciliatum</i> Rafin.	oui	naturalisé ou adventice ou subspontané	avéré	non	non	non	P2
<i>Erigeron annuus</i> (L.) Desf.	oui	naturalisé ou adventice ou subspontané	potentiel	non	non	non	P2
<i>Euphorbia maculata</i> L.	oui	naturalisé ou adventice ou subspontané	potentiel	non	non	non	P2
<i>Galega officinalis</i> L.	oui	naturalisé ou adventice ou subspontané	avéré	non	non	non	P2
<i>Galinsoga parviflora</i> Cav.	oui	naturalisé ou adventice ou subspontané	avéré	non	non	non	P2
<i>Galinsoga quadriradiata</i> Ruiz et Pav.	oui	naturalisé ou adventice ou subspontané	avéré	non	non	non	P2
<i>Helianthus tuberosus</i> L.	oui	naturalisé ou adventice ou subspontané	avéré	non	non	non	P2
<i>Impatiens balfourii</i> Hook. f.	oui	naturalisé ou adventice ou subspontané	potentiel	non	non	non	P2

Conservatoire Centre régional de phytosociologie / Conservatoire botanique national de Baillieux

Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Picardie, Conseil régional de Picardie, Conseil général de l'Aisne et Conseil général de la Somme

Liste hiérarchisée des plantes exotiques considérées comme envahissantes avérées et potentielles en Picardie

Elise KREBS, Vincent LEVY, Aymeric WATTERLOT, Jean-Christophe HAUGUEL, Benoît TOUSSAINT / Avril 2012

Nom scientifique	Taxon présent	Statut indigénat Région	Statut Régions proches	Caractère envahissant pressenti ou constaté	Impacts sur les Habitats d'intérêt Communautaire pressentis ou constatés	Impact sur la santé, l'économie ou les activités humaines	Statut Région
<i>Impatiens parviflora</i> DC.	oui	naturalisé ou adventice ou subspontané	avéré	non	non	non	P2
<i>Juncus tenuis</i> Willd.	oui	naturalisé ou adventice ou subspontané	avéré	non	non	non	P2
<i>Lysichiton americanus</i> Hultén & St. John	oui	cultivé	avéré	non	non	non	P2
<i>Matricaria discoidea</i> DC.	oui	naturalisé ou adventice ou subspontané	avéré	non	non	non	P2
<i>Mimulus guttatus</i> DC.	oui	naturalisé ou adventice ou subspontané	avéré	non	non	non	P2
<i>Oenothera biennis</i> L.	oui	naturalisé ou adventice ou subspontané	avéré	non	non	non	P2
<i>Paspalum dilatatum</i> Poir.	oui	naturalisé ou adventice ou subspontané	potentiel	non	non	non	P2
<i>Prunus laurocerasus</i> L.	oui	naturalisé ou adventice ou subspontané	avéré	non	non	non	P2
<i>Quercus rubra</i> L.	oui	cultivé	avéré	non	non	non	P2
<i>Rumex thyrsiflorus</i> Fingerh.	oui	naturalisé ou adventice ou subspontané	avéré	non	non	non	P2

Conservatoire Centre régional de phytosociologie / Conservatoire botanique national de Baillieux  
 Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Picardie, Conseil régional de Picardie, Conseil général de l'Aisne et Conseil général de la Somme  
 Liste hiérarchisée des plantes exotiques considérées comme envahissantes avérées et potentielles en Picardie  
 Elise KREBS, Vincent LEVY, Aymeric WATTERLOT, Jean-Christophe HAUGUEL, Benoît TOUSSAINT / Avril 2012

Nom scientifique	Taxon présent	Statut indigénat Région	Statut Régions proches	Caractère envahissant pressenti ou constaté	Impacts sur les Habitats d'intérêt Communautaire pressentis ou constatés	Impact sur la santé, l'économie ou les activités humaines	Statut Région
<i>Senecio inaequidens</i> DC.	oui	naturalisé ou adventice ou subspontané	avéré	non	non	non	P2
<i>Xanthium strumarium</i> L. (groupe)	oui	naturalisé ou adventice ou subspontané	avéré	non	non	non	P2

Conservatoire Centre régional de phytosociologie / Conservatoire botanique national de Baillieu  
Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Picardie, Conseil régional de Picardie, Conseil général de l'Aisne et Conseil général de la Somme  
Liste hiérarchisée des plantes exotiques considérées comme envahissantes avérées et potentielles en Picardie  
Elise KREBS, Vincent LEVY, Aymeric WATTERLOT, Jean-Christophe HAUGUEL, Benoît TOUSSAINT / Avril 2012

### Références bibliographiques

- Branquart E (Ed.), 2009. Guidelines for environmental impact assessment and list classification of non-native organisms in Belgium (version 2.6). 4p.
- European Topic Center on Biological Diversity, 2006. The indicative Map of European Biogeographical Regions: Methodology and development. Museum National d'Histoire Naturelle, Paris, 13p.
- Ferrez Y., 2006. Définition d'une stratégie de lutte contre les espèces invasives de Franche-Comté - Proposition d'une liste hiérarchisée. Conservatoire Botanique de Franche-Comté, DIREN Franche-Comté, Union Européenne, 71p. + Annexes.
- Genovesi P., Shine C., 2004. Stratégie européenne relative aux espèces exotiques envahissantes. Editions du Conseil de l'Europe, *Sauvegarde de la Nature*, 137 : 74p.
- Global Invasive Species Database, 2011. accessed on 21/03/2011 from: <http://www.issg.org/database>
- Harmonia database, 2011. Belgian Forum on Invasive Species, accessed on 21/03/2011 from: <http://ias.biodiversity.be>.
- Köhler B., Weber E., Gelpke G., Perrenoud A., 2005. Clé de détermination pour la classification des espèces néophytes de Suisse dans la Liste Noire et la "Watch List". Commission suisse pour la conservation des plantes sauvages. [http://www.cps-skew.ch/fileadmin/template/pdf/francais/inva\\_cle.pdf](http://www.cps-skew.ch/fileadmin/template/pdf/francais/inva_cle.pdf).
- Kottek M., Grieser J., Beck C., Rudolf B., Rubel F., 2006. World Map of the Köppen-Geiger climate classification updated. Meteorologische Zeitschrift, Vol. 15 (3) : 259-263.
- Lacroix P., Le Bail J., Dortel F., Geslin J., Hunault G., Vallet J., 2010. Liste des plantes vasculaires invasives, potentiellement invasives et à surveiller en région Pays de la Loire : mise à jour 2010 (version 2). Conservatoire Botanique National de Brest, antenne des Pays de la Loire, 35p.
- Magnanon S., Geslin J., Lacroix P., Zambettakis C., 2008. Examen du statut d'indigénat et du caractère invasif des plantes vasculaires de Basse-Normandie,

---

Conservatoire Centre régional de phytosociologie / Conservatoire botanique national de Bailleul

Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Picardie, Conseil régional de Picardie, Conseil général de l'Aisne et Conseil général de la Somme

Liste hiérarchisée des plantes exotiques considérées comme envahissantes avérées et potentielles en Picardie  
Elise KREBS, Vincent LEVY, Aymeric WATTERLOT, Jean-Christophe HAUGUEL, Benoît TOUSSAINT / Avril 2012

- Bretagne et Pays de la Loire. Proposition d'une première liste de plantes invasives et potentiellement invasives pour ces régions. E.R.I.C.A., 21 : 73-104.
- Muller S. (coord.), 2004. Plantes invasives en France. *Patrimoines naturels*, 62. Muséum national d'Histoire naturelle, Paris, 168p.
- NOBANIS Database, 2011. European Network on Alien Invasive Species, accessed on 21/03/2011 from: <http://www.nobanis.org>
- Richardson D.M., Pysek P., Rejmanek M., Barbour M.G., Panetta F.D., West C.J., 2000. Naturalization and invasion of alien plants: concepts and definitions. *Diversity and Distributions*, 6: 93-107.
- Thévenot J. (2009-2010). Synthèse et cadrage des définitions relatives aux invasions biologiques. Appui technique pour l'élaboration d'une Stratégie Nationale sur les espèces exotiques envahissantes (invasive). Muséum national d'Histoire naturelle, Service du Patrimoine Naturel. Convention MEEDM/MNHN 2009, Fiche n°3j.
- Toussaint B. (Coord.), 2005. Inventaire de la flore vasculaire de Picardie (Ptéridophytes et Spermatophytes) : raretés, protections, menaces et statuts". Ouvrage effectué par le Centre régional de phytosociologie/ Conservatoire botanique national de Bailleul en collaboration avec le Collectif botanique de Picardie. Avec le soutien de la Direction régionale de l'environnement de Picardie et du Conseil régional de Picardie.
- Vitousek P.M., D'Antonio C.M., Loope L.L., Westbrooks R., 1996. Biological invasions as global environmental change. *American Scientist* 84: 468-478.
- Vahrameev P., 2010. Hiérarchisation des espèces invasives et potentiellement invasives de la région centre : méthode et liste. Conservatoire botanique national du Bassin parisien, délégation Centre, 25p.
- Wilcove D.S., Rothstein D., Dubow J., Phillips A., Losos E., 1998. Quantifying threats to imperiled species in the United States. *Bioscience* 48, 607-615.
- Williamson M. (Ed.), 1996. Biological invasions. London, Chapman, Hall
- Wittenberg, R., Cock, M.J.W. (eds.) 2001. Invasive Alien Species: A Toolkit of Best Prevention and Management Practices. CAB International, Wallingford,

---

Conservatoire Centre régional de phytosociologie / Conservatoire botanique national de Bailleul

Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Picardie, Conseil régional de Picardie, Conseil général de l'Aisne et Conseil général de la Somme

Liste hiérarchisée des plantes exotiques considérées comme envahissantes avérées et potentielles en Picardie  
Elise KREBS, Vincent LEVY, Aymeric WATTERLOT, Jean-Christophe HAUGUEL, Benoît TOUSSAINT / Avril 2012

Oxon, UK, xvii - 228.

Zambettakis C., Magnanon S., 2008. Identification des plantes vasculaires invasives de Basse-Normandie. Conservatoire Botanique National de Brest, 20p.

---

Conservatoire Centre régional de phytosociologie / Conservatoire botanique national de Baillieux  
Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Picardie, Conseil régional de Picardie, Conseil général de l'Aisne et Conseil général de la Somme  
Liste hiérarchisée des plantes exotiques considérées comme envahissantes avérées et potentielles en Picardie  
Elise KREBS, Vincent LEVY, Aymeric WATTERLOT, Jean-Christophe HAUGUEL, Benoit TOUSSAINT / Avril 2012